

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

SUPPLEMENT SUISSE

**N° 29
MAI 1985**

FACE À LA CRISE, REAGIR, MAIS SUR QUELLES BASES?

Aujourd'hui, toutes les forces politiques, sociales et syndicales convergent pour lier, chacune à sa façon, les prolétaires à l'effort de sacrifice pour sauver de la débâcle l'économie capitaliste. La stratégie musclée de Thatcher, celle de la mystification et de l'autoconsentement d'un Mitterand ou celle du compromis social "magique" à la mode helvétique ne s'opposent pas en réalité. Elles ne font, en s'alternant si nécessaire, qu'apporter la solution la plus efficace pour le maintien de la paix sociale et de la domination bourgeoise. Contre cette coalition objective des forces bourgeoises, qui se concrétise de manière presque parfaite en Suisse par la distribution du pouvoir entre les partis, y compris bien sûr le PSS, la classe ouvrière doit unir ses forces pour faire valoir ses propres intérêts et imposer sa propre lutte, ses propres formes d'organisation.

La situation l'impose plus que jamais. La crise capitaliste entre dans une nouvelle phase; aux deux chocs de 74 et 78 vont se succéder d'autres secousses dont les conséquences seront plus graves encore pour les prolétaires, et c'est à cela qu'il faut se préparer pour organiser une réelle riposte.

Les bases de la "reprise américaine" tant vantée par la bourgeoisie sont déjà en train de s'écrouler et la locomotive sensée tirer en avant le monde capitaliste s'essouffle déjà. Les conséquences sont d'ailleurs déjà visibles et les experts bourgeois annoncent une rentrée difficile.

Au fur et à mesure du pourrissement du capital, l'impérialisme augmente sa pression sur les zones qu'il revendique à la fois pour faire payer aux prolétaires et masses laborieuses de la périphérie le prix de sa propre crise et pour renforcer sa main mise sur les zones militaires stratégiques. Cette pression ne peut s'exercer sans un renforcement du militarisme bourgeois, sans une course effrénée aux armements, sans non plus un renouveau idéologique des valeurs militaires et patriotiques. La production militaire devient donc le seul secteur rentable pour le capitalisme et reçoit toute la protection nécessaire de la part de l'Etat, qui n'hésite pas à couvrir les affaires les plus crapuleuses comme ce fut le cas pour le Pilatus, avion éminemment militaire aux vertus antiguérilla largement reconnues des autocraties en tout genre. L'achat du Léopard fait aussi partie de cette stratégie bourgeoise de la relance économique par la relance du militarisme. Mais tout cela c'est la classe ouvrière qui le paie par son exploitation toujours plus forcée et par les prélèvements toujours plus élevés effectués sur son salaire, qu'il s'agisse des impôts directs et indirects ou des diverses taxes et vignettes qui prolifèrent de plus en plus et sans parler des assurances sociales qui augmentent leurs tarifs pour restituer toujours moins de prestations.

A l'échelle de l'Europe, les premiers craquements sociaux se font entendre. Après l'Allemagne et l'Italie, les mineurs anglais et les prolétaires danois sont venus troubler l'ordre de la paix sociale. Mais partout où éclatent les luttes ouvrières se dressent contre elles toutes les forces bourgeoises qui chacune dans sa spécialité cassent ces réactions, les unes en envoyant flics et magistrats contre les grévistes, les autres en paralysant et refermant le mouvement sur lui-même. Ces expériences de luttes ont montré la puissance de la force collective des prolétaires lorsqu'elle s'exerce sur son terrain, celui de l'action de classe.

Elles ont aussi montré que pour se défendre contre le capital, les prolétaires doivent mener aussi un combat dans leurs propres rangs contre les représentants ouvriers de l'ordre bourgeois.

En Suisse, la crise ne pourra indéfiniment trouver des exutoires en reportant le chômage hors des frontières, en poussant les femmes à retourner au foyer, en plaçant les vieux travailleurs en préretraite ou les plus jeunes dans la voie de garage de la formation professionnelle.

Alors que la bourgeoisie parlait de "reprise", 75'000 emplois étaient perdus en 3 ans, le chômage augmentait, les restructurations vidaient les usines de leurs travailleurs et augmentaient les rythmes de travail pour ceux qui échappaient au massacre, le travail précaire se généralisait et la compression des salaires se faisait plus forte. Maintenant que s'ouvre une nouvelle période de crise, les pressions exercées sur les prolétaires seront encore plus fortes.

Ces pressions vont s'exercer à tous les niveaux non seulement économiques, mais aussi social et politique. Dans ce sens, la 6ème initiative de l'AN permettra à la bourgeoisie non seulement d'approfondir la division ouvrière, mais aussi de faire diversion sur les conséquences désastreuses de la paix du travail pour l'unité ouvrière en y opposant une campagne d'antiracisme et d'antixénophobie démocratique du style "touche pas à mon pote".

Face aux attaques du capital, la seule réponse offerte par la gauche et tous ceux qui se mettent à sa traîne est celle de la capitulation, celle du compromis social permanent. En aucun cas, sous aucune forme, la classe ouvrière ne peut élaborer une stratégie d'alliance avec ces laquais de la bourgeoisie, ni dans l'espoir de les pousser au-delà de leurs limites, ni de les déborder à gauche, ni d'en transformer la nature. Elle ne doit confier sa défense à aucune autre force que la sienne.

Brisée, étouffée par la paix sociale, héritage de l'après-guerre, elle doit tout reconstruire aujourd'hui et réapprendre à s'organiser et à définir ses axes et ses méthodes de lutte en toute indépendance des fossyeurs de la lutte de classe. Sa reconstitution en tant que force sociale agissant pour son propre compte passe par ce difficile chemin de réorganisation, par la création d'organismes intermédiaires de classe, par le refus de toute compromission et la dénonciation de toutes les tentatives de dévier sa lutte.

Cette capacité d'organisation et d'action est à reconquérir à tous les niveaux, sur le plan syndical, sur celui de l'antimilitarisme pour battre en brèche le pacifisme stérile, sur celui de la défense des travailleurs immigrés et des réfugiés politiques, sur celui de la défense conséquente des chômeurs, sur celui de la lutte contre la répression et la surveillance policière.

C'est à cette tâche que notre parti s'attèle, c'est à cette tâche que nous appelons tous les prolétaires à travailler.

- POUR L'ORGANISATION SYSTEMATIQUE ET INDEPENDANTE DE CLASSE.
- POUR DES METHODES DE LUTTE DIRECTE.
- CONTRE LA DEFENSE DE LA PAIX DU TRAVAIL SOUS TOUTES SES FORMES.

Les superprofits bancaires, une bombe à retardement

Les bilans des grandes banques suisses viennent à peine de tomber sur les télévisions que les médias en gros titres se sont empressés de glorifier la fermeté des valeurs bancaires, gage d'une bonne stabilité économique. D'un autre côté la gauche, et organisations réformistes ou centristes (ceux à qui il arrive de parler de révolution mais qui ne visent que le parlementarisme) ont vociféré contre ce capital-monopole qui ferait croire à la crise pour pressuriser les prolétaires mais prouverait par ces bénéfices qu'elle est un mythe. Certains comme l'"Action place financière suisse - Tiers monde" dénoncent les banques comme ayant une "conception absurde et irresponsable du profit" (sic).

Il est vrai que pris au premier degré la santé du capitalisme, vue au travers des bénéfices et bilans des banques, peut apparaître tout-à-fait satisfaisante, mais nous le verrons, cette analyse-là, propre à l'opportunisme, ne résiste pas un instant à la réalité des causes complexes et dialectiques qui induisent ces effets si miraculeux.

C'est ainsi que pour 1984, la somme des bilans des 3 grandes banques suisses, l'USS, la SBS et le Crédit Suisse s'élève à 334 milliards de francs, leurs bénéfices bruts (bénéfice net + amortissements + réserve) à près de 3 milliards et enfin leurs bénéfices nets à 1,5 milliards, soit en augmentation de 15 à 19% par rapport à l'année précédente.

Mais de ces résultats, nous ne tirons aucun signe positif de redressement du capitalisme, au contraire, il prouve sa fragilité toujours plus grande, son pourrissement toujours plus avancé.

LA DEROUTE DES CAPITAUX

Dans le mode de production capitaliste, les crises ne sont jamais des crises de sous production, mais de surproduction et leur conséquence en est, paradoxalement en regard des besoins de l'humanité, une sous-consommation qui entraîne et généralise insécurité et misère pour le prolétariat.

C'est parce qu'il produit trop pour des limites non extensives du marché que le capitalisme est poussé à la ruine. C'

est contre cette vérité incontournable que se battent les idéologues bourgeois et petits-bourgeois en utilisant les pires arguties, car l'admettre serait reconnaître du même coup que les contradictions du capitalisme ne peuvent être surmontées que par sa destruction, c'est-à-dire par la destruction du salariat qui en est sa source.

Bien sûr la crise de surproduction ne se manifeste pas seulement par les dépôts (Suite en page 4)

Contre le Pen, mais aussi contre la défense de l'ordre démocratique

Les multiples passages de Le Pen en Suisse ces derniers mois, au Valais, à Lausanne et à Genève, ont fait couler beaucoup d'encre et pousser des cris de jeune fille indignée à tous les représentants bien-pensants de la démocratie qui montrent le leader du Front National comme le diable en personne et en font leur cible politique favorite pour masquer leurs propres responsabilités dans l'exercice de la domination bourgeoise sur le prolétariat (voir à ce propos l'article du "Prolétaire No 382").

Le "phénomène Le Pen" comme le désigne les publicistes bourgeois mérite quelques explications basées non sur les principes démocratiques, mais sur ceux du socialisme scientifique qui définissent objectivement les tendances dans les rapports de forces entre classes et les idéologies qui en sont secrétées.

Le Pen et les objectifs politiques qu'il poursuit représentent aujourd'hui un danger réel pour la classe ouvrière déjà fragile face aux attaques répétées du capital. Pour l'instant encore le FN en est à une phase de préparation, de regroupement et de consolidation de ses forces, mais cette constitution en force politique nationale peut être le prélude à un bouleversement des orientations politiques qui gèrent l'ordre capitaliste en France. Pour l'instant, c'est la gauche qui à la charge de soumettre les prolétaires aux conditions cahotiques du cours du capitalisme et de défendre les intérêts impérialistes de la France sur tous les continents et dans les DOM-TOM. Les résultats sont pour le capital et l'ordre plus que satisfaisants et la bourgeoisie industrielle et financière sait en reconnaître la valeur : depuis que la gauche est au pouvoir, les syndicats et les appareils politiques réformistes ont mobilisé leurs énergies pour convaincre les prolétaires de ne pas entraver la politique du "gouvernement des travailleurs" par leurs luttes. Résul-

tat, jamais le nombre d'heures de travail perdues pour fait de grève n'a été aussi bas. Mais jamais aussi l'Etat n'aura mieux été en mesure de canaliser l'ensemble des mouvements sociaux, notamment celui des Beurs en les enfermant dans les rouages de la politique de la "concertation".

Mais l'histoire enseigne que la stratégie politique et sociale pour maintenir l'ordre n'est pas unique, elle est multiforme et doit être capable d'alterner de l'une à l'autre pour s'adapter aux situations réelles. La gauche est venue au gouvernement après 6 ans de crise car elle constituait à ce moment-là l'alternative nécessaire pour refouler toute résurgence de lutte de classe et parer au risque d'affaiblir l'impérialisme français face à ses concurrents tout aussi rapaces que lui. De ce point de vue, la gauche accomplit son mandat, non seulement elle a brisé toute velléité de lutte prolétarienne, mais encore elle a renforcé le potentiel militaire d'intervention impérialiste et accentué sa présence militaire aux points chauds qu'

(Suite en page 3)

Réfugiés politiques : un statut pour tous immédiatement et sans condition

La question de la défense intransigeante des réfugiés politiques n'est pas et ne peut être détachée du cours des luttes sociales dans le monde et de leurs répercussions sur la lutte de classe prolétarienne à l'échelle internationale et en conséquence locale. La crise capitaliste ne peut en effet différer son heure finale qu'en exacerbant ses propres contradictions et qu'en reportant sur les masses laborieuses des pays de la périphérie tout son poids. Inutile de rappeler ici, comment l'impérialisme pressure les prolétaires et masses paysannes par les armes ou par le collet des dettes, étrangle les nations les plus faibles pour redonner un peu d'oxygène aux impérialismes les plus forts.

Mais le choc de la crise capitaliste, les pressions de l'impérialisme et les séquelles encore vivantes du colonialisme ont fait éclater les luttes sociales sur tous les continents, faisant s'affronter à l'Etat la classe ouvrière et les masses laborieuses. Les répressions massives en Turquie, comme en Afrique du Sud, au Maghreb-Machrek ou en Amérique latine, les émeutes de la faim comme les famines de la zone sahélienne sont l'oeuvre de l'impérialisme.

Des populations entières se trouvent ainsi poussées à quitter leur terre ou leur ville pour fuir la misère ou la répression, sous l'oeil condescendant de l'impérialisme se retranchant derrière ses oeuvres caritatives pour cacher sa responsabilité propre. L'Europe - et a fortiori la Suisse - n'échappe donc pas à une partie de ces courants de réfugiés qu'elle a elle-même suscités. Mais l'impérialisme, de qui ils sont une preuve cinglante de sa politique de rapine et d'oppression, tente de mettre des barricades pour s'en préserver.

L'afflux de réfugiés en Suisse s'est accéléré au même rythme que pourri le capital et que l'impérialisme est obligé de multiplier ses pressions tout azimut pour faire respecter l'ordre. En avril de l'an passé, il y avait 11'115 demandes d'asile en suspens et 6'700 recours, soit 17'815 dossiers en attente.

Si les réfugiés de l'Est, dès 1956 n'ont pas eu de problèmes pour se faire accepter par les autorités helvétiques, ne venaient-ils pas de fuir l'hydre rouge du communisme et n'était-on pas en pleine guerre froide, si les réfugiés du Sud-Est asiatiques, boats-people pour la plupart, ne pouvant venir de leurs propres moyens, faisaient partie du quota de bonne conscience que se fixait l'Etat, les autres réfugiés, fuyant des pays appartenant au même bloc d'intérêts impérialistes, essuient un refus systématique à leur demande d'asile. Il s'agit principalement des Turcs et des Tamouls. La police ne s'embarrasse pas de scrupules à leur égard; les multiples dénonciations des méthodes policières, même dans les journaux bourgeois comme "L'Hebdo", le prouvent sans que nous ayons à y revenir.

LA REVISION DE LA LOI SUR L'ASILE

Il faut dire que pour "régler leur cas", l'Etat a été particulièrement lesté à se doter en moyens pratiques et juridiques. Avant la révision de la loi sur l'asile il y a deux ans, les dossiers pouvaient traîner de 4 à 6 ans avant qu'une décision soit prise, laissant le temps aux réfugiés de s'incruster et de s'adapter à la vie sociale et politique, d'apprendre ou de perfectionner la langue et ainsi de mieux pouvoir se défendre face à des mécanismes institutionnels désormais connus. Le but de la révision fut donc de réduire au maximum le temps nécessaire à prendre une décision... d'expulsion. Toute une série de mesures, outre l'augmentation du nombre de fonctionnaires chargés des enquêtes, furent prises rapidement.

La première fut la suppression de la dernière voie de recours, à savoir le Conseil fédéral.

La deuxième fut de donner la possibilité à l'Office fédéral de police de "renoncer" aux auditions des demandeurs s'il le jugeait "manifestement infondé".

La troisième fut de limiter le droit d'exercer une activité lucra-

tive, avec comme conséquence non seulement de couper les vivres aux réfugiés, mais aussi en les isolant de la population de limiter leur connaissance du système institutionnel suisse et donc de limiter leur possibilité de défense fut-elle juridique.

La quatrième fut de simplifier les responsabilités de décision, avant du ressort de l'Office fédéral et des Cantons, maintenant seulement de l'Office de justice et police.

Depuis les dossiers ne traitent plus, quelques mois suffisent pour expulser le demandeur. Parfois, il est tout simplement reconduit à la frontière avant d'avoir pu déposer son dossier.

Le critère de l'Etat pour accepter un dossier est maintenant que le demandeur soit arrivé à moitié mort en Suisse, criblé de balles, une jambe arrachée. C'est ainsi que de // cas acceptés sur 1053 en 1972, le taux d'acceptation est passé à 655 dossiers admis sur 7135 demandes en 1982.

Les flics ont trouvé aussi d'autres formules pour éliminer un bon nombre de dossiers. Exploitant l'ignorance du milieu social et juridique dans lequel arrivent les réfugiés ainsi que leur crainte justifiée de la police et de la justice de classe, ils exercent des pressions immondes sur les nouveaux arrivés pour leur faire retirer leur demande qui vient grossir le tiroir des "sans objet".

Mais les attaques que portent l'Etat sur les réfugiés, turcs et tamouls principalement, ne s'arrêtent pas là. Sa dernière trouvaille est d'étudier un demi statut n'accordant l'asile qu'un certain temps et obligeant les réfugiés à retourner dans leur pays une fois "la situation normale retrouvée".

Les frontières seront dorénavant encore plus surveillées pour "soigner le mal à la racine", c'est-à-dire refouler les réfugiés avant qu'ils ne déposent leur dossier.

Et pour encadrer idéologiquement ce resserrement de l'état sur les réfugiés, la bourgeoisie donne libre cours aux arguments et justificatifs les plus grotesques.

"...Tous ces gens qui demandent l'asile dirait Kurt Laneida, Conseil-ler d'Etat d'Argovie, ce ne sont pas des vrais réfugiés. Les vrais réfugiés viennent de pays culturellement proches du nôtre. Par exemple d'Europe, ou encore d'Amérique du Sud. Mais ceux qui viennent d'Asie du Sud-Est, ça ne peut pas être de vrais réfugiés (...). Ils (les Tamouls) ne devraient pas venir en Suisse, mais aller en Inde où ils retrouveraient d'autres Tamouls" etc... Tous les bourgeois n'affichent pas ce même extrémisme raciste, mais ils n'en pensent pas moins par autan.

Pour les prolétaires, il n'importe pas de déterminer si tel ou tel réfugié est "vrai" ou "faux". La seule chose qui doit être reconnue par eux comme vraie est que c'est notre "impérialisme" historique et présent qui a créé et contribue à maintenir des situations de tensions sociales et de répression autant en Turquie qu'au Sri-Lanka et, qu'à ce titre, la solidarité avec les réfugiés doit être totale, car il ne saurait exister le moindre entendement entre eux et l'impérialisme qui ne se retourne à terme contre leurs propres intérêts. C'est en effet sous l'oeil bienveillant de l'impérialisme occidental dont fait partie la Suisse, même si son "neutralisme" la tient formellement à l'écart des grands

organismes politiques et militaires alliés, que la bourgeoisie turque a pu maintenir de tout temps la loi du knout sur la classe ouvrière, les paysans pauvres inféodés aux grands propriétaires et les masses kurdes. Base militaire de l'occident contre l'impérialisme concurrent russe, l'Etat turque a été armé en surabondance par l'impérialisme pour maintenir l'ordre. Le projet de barrage sur l'Euphrate en pleine région kurde auquel Brown Boveri participe pour 750 millions de commande est une bonne raison pour l'impérialisme helvétique de ne pas laisser entendre, en reconnaissant un statut de réfugié aux militants menacés, que la Turquie, son bon client, vit sous le règne de la corde et de la torture. C'est aussi un bon service rendu aux flics et à l'armée turques. Deux militants venus en Suisse demander l'asile, mais refoulés dans leur pays, leur vie "n'étant pas en danger", ont été finalement assassinés par la démocratie de fer qui ne leur a pas pardonné leur lutte contre l'oppression et la répression.

Au Sri-Lanka c'est le colonialisme anglais qui a créé cette situation de troubles raciaux qui, même si elle concerne la lutte que se livre deux bourgeoisies nationales pour le monopole du pouvoir sur l'île, touche aussi par répercussion le prolétariat tant tamoul (si méprisé par ses conationaux du Nord représentant des classes privilégiées) que cinghalais qui sont entraînés dans une guerre civile dont les objectifs leur sont objectivement étrangers. Dans le jeu des alliances actuelles il est clair que l'impérialisme occidental a choisi son camp en soutenant la bourgeoisie cinghalaise. L'arrivée de la Mossad à Colombo, service secret israélien de sinistre réputation, pour entraîner les troupes spéciales à la lutte anti-guérilla contre les indépendantistes en est une preuve on ne peut plus évidente.

D'ailleurs le Conseil fédéral et le Département de justice et police ont beaucoup de peine à démontrer que la situation au Sri-Lanka ne met pas en danger la vie des minorités tamoules. Après les répressions de juillet 83 où 1000 tamouls furent assassinés par les commandos cinghalais munis de listes noires, Rudolf Friedrich déclarait sans ambage que les "Les craintes purement subjectives, abstraites, ne suffisent pas à justifier l'asile". Il n'y a d'ailleurs finalement pas si longtemps que les militaires suisses (et malheureusement pas que la hiérarchie) écoutaient indifférents le crépitement des mitraillettes allemandes fauchant les juifs refoulés de la frontière suisse. A cette époque aussi-tout proportion gardée de la portée des événements - les craintes des juifs étaient "abstraites" pour les Friedrich de l'époque. (1)

LA COMMISSION PANTALONESQUE

Pour bien démontrer à cette brave population d'helvètes que compte la Suisse, tout l'abstrait de ces craintes, nos chers Conseillers fédéraux ont envoyé une commission d'enquête "ad hoc" au Sri Lanka, composée des respectables hauts fonctionnaires Urs Hadorn et Peter Hess, respectivement chef de division des réfugiés et directeur de l'Office fédéral de la police. Il fallait bien des informations "objectives" pour faire comprendre à la population et surtout aux prolétaires que, sur plus de 2000 demandes d'asile provenant de Tamouls, une seule avait été accordée! Hess et Hadorn n'ont jamais fait que rendre visite aux plus notables représentants cinghalais, mais qui n'ont pas été se salir les souliers vernis sur le théâtre des affrontements, concluent dans leur rapport : "Le gouvernement actuel a pu avoir un comportement maladroît (Colu-

" che dirait : " Si tu voyais la gueule de la bavure", NDR) comp- te tenu des tendances séparatistes tamoules. (...) Ses réactions ont peut-être été parfois disproportionnées. En revanche, il semble qu'aujourd'hui il s'efforce sincèrement de résoudre le conflit de manière pacifique". (La Mossad a toujours été pour la paix c'est bien connu, mais la sienne!) " La voix de l'opposition peut se faire entendre sans obstacle", les Tamouls quant à eux ne souffriraient de d'un "sentiment de malaise". Et c'est sur la base de cet infâme rapport que le 1er octobre 1984, le Conseil fédéral (et les socialistes avec, collégialité oblige) décide d'expulser 1700 Tamouls.

Le regain de tension dans le nord de l'île en novembre et décembre obligeront le Conseil fédéral à suspendre sa sentence, mais la menace pèse toujours !

POUR UNE DEFENSE SANS CONDITION

Victimes de l'ordre impérialiste et colonialiste, les réfugiés doivent être défendus sans conditions par la classe ouvrière. Politiquement cette défense doit passer par la mise au ban des forces politiques opportunistes agissant à des niveaux différents au maintien de l'ordre et du système politico-social responsable des pressions juridiques et policières s'exerçant sur les réfugiés. Ces forces de gauche, socialistes en tête, tout en pleurant sur le sort des malheureux, sont les premières à approuver et appuyer le resserrement du filet aux frontières pour bloquer le flux de l'immigration et, de part leur participation à la direction des Institutions bourgeoises, dont les corps de police, la justice, etc., sont co-responsables des mesures qui frappent l'immigration politique.

Elle doit aussi battre en brèche la solution avancée, outre l'Etat, par les organisations humanitaires d'un "petit asile" ou asile provisoire, ainsi que la solution de l'expulsion vers la province indienne du Tamil-Nadu.

Même si elle ne peut aller au-delà d'une simple assistance juridique, c'est dans cette perspective que doit s'exercer la solidarité ouvrière.

- Halte aux expulsions!
- Un statut pour tous, sans condition et immédiatement!
- Non aux demi-statuts!
- Pas d'entraves à la frontière! Libre passage!
- Pour une solidarité de classe internationale et inconditionnelle!

LES INDICES ACCUSATEURS

Pour appuyer notre analyse de l'impérialisme comme cause première de la misère, des guerres, de la répression sur les prolétaires et masses exploitées, ainsi que pour montrer jusqu'à quel point la crise capitaliste a tendu les rapports entre Etats concurrents au point de déclencher des guerres ravageuses comme la guerre Iran-Irak, ainsi que les rapports entre classes antagoniques comme l'attestent autant les émeutes de la faim, que la grève des mineurs anglais ou l'agitation anticoloniale en Nouvelle-Calédonie ou en Guadeloupe, nous pouvons utiliser bien des indices, mais certains parlent plus que d'autres.

Par exemple il est significatif de relever l'indice des exportations des pays dits "développés", c'est-à-dire des centres impérialistes, vers les pays dits "en développement", concernant d'une part les produits manufacturés et d'autre part les armes.

De l'indice commun 100 en 1967, l'indice de la vente des produits manufacturés est passé à environ 400 en 1980, tandis que dans le même laps de temps l'indice d'exportation des armes passait à environ 660! Cela signifie que le commerce d'armes (officiel bien en-

Contre l'AN la solidarité dans la lutte

L'Action Nationale vient de déposer sa sixième initiative contre l'immigration. Cette fois-ci l'AN se veut "réaliste" et ne propose pas de mesures drastiques dont l'application bouleverserait le marché du travail. Elle réclame tout de même la réduction de la population étrangère de 200'000 à 300'000 personnes! Pratiquement cette réduction s'opérerait essentiellement par une forte diminution des quotas annuels d'admission de travailleurs immigrés. Les départs de travailleurs ne seraient ainsi compensés que partiellement.

Le danger de cette initiative vient justement de ce fait que la mise en place des mesures qu'elle préconise pourrait se faire sans trop de dégâts pour le patronat qui aurait la possibilité de trouver facilement d'autres ressources de main-d'oeuvre, notamment en augmentant le travail clandestin, comme cela se fait déjà aujourd'hui.

La crise capitaliste, en généralisant l'insécurité pour la classe ouvrière, a créé des conditions objectives extrêmement favorables pour que les divisions du prolétariat s'élargissent.

Face aux licenciements et au chômage, les divisions nationales se creusent. Les prolétaires autochtones, en l'absence de toute tradition de lutte qui soude les rangs ouvriers, tendent à désigner leurs frères de classe immigrés comme les premières victimes à sacrifier sur l'autel du capital. Un chômeur de plus devient à leurs yeux, un "étranger de trop". Le terrain est donc propice pour les campagnes xénophobes de l'AN et Cie.

Mais en fait, l'extrême-droite, si son radicalisme dérouta la bourgeoisie en place, ne sort pas de l'ornière tracée par l'Etat en matière de politique d'immigration. Elle ne fait que tordre le bâton un peu plus à droite, mais c'est le même bâton que se dispute tant le clan des démo-radicaux-libéraux que celui des socialistes.

Tous sont d'avis qu'il faut continger, et tous sont d'avis que le fardeau du chômage doit être porté d'abord par les immigrés. Cela se comprend et les chiffres sont éloquents. Le chômage massif en Suisse a pu être évité grâce au renvoi des immigrés, renvoi qui se conjugue d'autre part avec une stagnation de la population susceptible d'activité professionnelle, alors que dans le reste de l'Europe cette population est en pleine croissance. Cette situation profite autant à l'Etat, en diminuant considérablement les coûts sociaux de la crise, aux patrons pour qui il reste toujours un volant de chômage suffisant pour faire jouer la concurrence entre prolétaires et aux bonzeries syndicales qui n'ont pas ainsi à affronter une situation sociale tendue.

Tous se rejoignent donc vers le même objectif, leur différence réside surtout dans le fait que certains, comme l'AN, font de la lutte anti-immigré leur unique cheval de bataille et d'autres, com-

me l'USS et le PSS, se montrent plus discrets quant à leurs buts.

C'est ainsi que Fritz Reimann, président de l'USS et de la FTMH, au nom du groupe socialiste de l'Assemblée fédérale a présenté, lors de la session d'automne 84, une motion du PS demandant au Conseil fédéral de prendre certaines mesures pour lutter contre le chômage, dont la principale vise évidemment les immigrés. Elle demande :

" Le non-remplacement des travailleurs étrangers et des frontaliers, de manière à réduire leurs contingents respectifs proportionnellement au nombre de chômeurs ayant épuisé leurs droits à l'assurance".

La "Lutte syndicale" du 17 octobre dernier qui relate cette action, renchérit d'ailleurs : " Une possibilité de placer à nouveau ces personnes (les chômeurs NDR) ne peut être envisagée que si la demande de travailleurs augmente. Elle pourrait s'accroître si les contingents de travailleurs étrangers et de frontaliers étaient réduits.

Toute la gauche bien pensante va naturellement appeler à voter contre l'AN, mais cela ne cachera pas sa convergence avec elle sur les mesures "anti-chômage".

Le vote contre l'initiative de l'AN - même si les immigrés, les premiers intéressés, en sont démocratiquement écartés - est une obligation pour chaque ouvrier autochtone. Mais il ne saurait remplacer la véritable solidarité de classe qui s'exerce sur le terrain de la lutte, car c'est seulement lorsque les ouvriers de toutes nationalités sont réunis sur des mêmes objectifs dans un même combat de classe que leurs divisions tombent et que se construit leur véritable unité. Pour combattre avec succès la xénophobie et le racisme, l'unité ouvrière est l'arme indispensable.

Si le résultat des votations était favorable à l'initiative, les prolétaires ne devraient en aucun cas, se soumettre au verdict de la majorité.

La défense des travailleurs immigrés contre les agissements de l'AN, comme contre la politique fédérale ou contre celle des sociaux-démocrates doit être intransigeante. Elle combat toutes les restrictions de libertés - sans aucune exclusive - dont sont victimes les prolétaires immigrés.

Elle exige une indépendance totale des forces réformistes qui derrière leurs discours démocratiques contre l'AN cachent leur politique de division et de chauvinisme.

- . La classe ouvrière n'a pas de patrie.
- . Liberté de circulation et de séjour pour tous les travailleurs.
- . Abolition de tous les statuts.
- . Régularisation immédiate et sans condition de tous les irréguliers.

Contre le Pen

(Suite de la page 1)

elle revendique, et est en train maintenant de mener une campagne idéologique de défense de l'ordre républicain, qui s'étend à tous les niveaux de la vie sociale, à commencer par l'école où l'on va réenseigner aux petits français la Marseillaise et où l'on redore le blason du service National.

Dans l'immédiat, il ne semble pas que l'alternative Le Pen ait une valeur pour la bourgeoisie, la solution politique paraît se trouver plutôt dans un recentrage de l'échiquier politique, mais rien n'indique que, notamment en cas de puissante reprise des luttes, le Front National ne puisse devenir à moyen ou long terme, l'alternative - dans une combinaison de forces politiques multiples ou comme force unique - nécessaire pour assurer à l'Etat les conditions sociales de l'exercice de son pouvoir. En l'absence de réactions sociales aux conditions draconiennes imposées par la rigueur, le Front National n'est pas fondamentalement nécessaire à une alliance politique, mais par contre, il est nécessaire qu'une telle force prenne racine et s'organise, pour être demain une des cartes à jouer du capital. C'est dans ce sens, celui de l'alternative nécessaire des pouvoirs légaux pour assurer l'ordre au sein de la nation, qu'il faut comprendre le danger Le Pen. Vu sous cet angle - celui qui est propre à la classe ouvrière - la lutte contre l'extrémisme de droite aux couleurs fascistes, prend une signification toute particulière qui la démarque totalement des pleurnicheries démocratiques que font subir au prolétariat les antifascistes vulgaires issus des Droits de l'Homme, de la sociale démocratie, du national communisme ou des restes de l'extrême gauche. Pour tous ceux-là, Le Pen représente une bouée de sauvetage de la faillite politique de la gauche - donc de leur propre faillite - et il sert de paravent aux conséquences de 5 ans de gouvernement socialo-communiste.

Le Pen ou Mitterrand ne suivent pas des objectifs divergents, c'est la manière qui diffère, mais le but, celui de l'alignement de la classe ouvrière derrière les intérêts du capital et de l'impérialisme est le même.

Au libéralisme absolu, mode reaganien, de Le Pen, la gauche répond sur le même ton en défendant et promouvant le dynamisme et l'esprit d'entreprise, et en flattant elle-même le bon vieux libéralisme. Au programme raciste du FN, la gauche répond par les renforcements successifs de contrôle et d'expulsion des immigrés. Au chauvinisme du FN, la gauche réplique " produisons français" et remet les valeurs républicaines à l'ordre du jour. Au rétablissement de la peine de mort chère au FN, la gauche réplique par l'assassinat de Machoro. Aux restrictions des droits syndicaux et politiques pronés par le FN, la gauche oppose et pratique leur stérilisation totale. Aux accusations de "tortionnaire", Le Pen, répond que le responsable suprême de la guerre, "mon patron" dit-il, était Mitterrand et personne ne peut le contredire!

Ces considérations que nous faisons sur les rapports réciproques entre la gauche et le fascisme tricolores valent bien entendu pour la Suisse en ce qui concerne la gauche, principalement le PSS, et l'extrême-droite de l'Action Nationale ou de Vigilance. Le PSS qui participe au gouvernement depuis 30 ans selon la "formule magique" du compromis permanent et qui a laminé la classe ouvrière comme aucun de ses semblables européens n'a pu le faire après-guerre, part en guerre contre Le Pen, l'accusant de vouloir écraser les prolétaires. En menant cette campagne, il tente de couvrir sa propre responsabilité dans le désarmement de la classe ouvrière et par là même de ne pas subir ici les retombées maléfiques du déclin de la gauche française.

La lutte ouvrière contre la résurgence fasciste doit aussi viser son autre ennemi démocratique et bavard qui en étouffant les luttes sociales, en combattant toute organisation ouvrière indépendante des grands organismes inféodés à la paix du travail, prépare le terrain aux chemises brunes. Le réformisme a toujours livré la classe ouvrière sans défense au fascisme, soit en l'abattant militairement comme en Allemagne en 1920, soit en lui faisant perdre ses derniers réflexes de classe comme cela se produit aujourd'hui. La lutte contre le fascisme ne doit pas se faire au nom de la démocratie, mais au seul nom de la classe ouvrière.

UN SILENCE LOURD

Dans un article sur Le Pen, "La Brèche" n° 336 se lamente du fait que les actes de tortionnaires du leader du FN n'ont pas été punis par la justice. Le décret du 22 novembre 62 amnistiait tous ceux qui avaient participé à la guerre coloniale pour l'Algérie française.

Mais ce que le PSO ne dit pas c'est que c'est Mitterrand qui, en 1954 ministre de l'intérieur, a fait démarrer cette guerre coloniale et qui plus tard toujours dans le giron gouvernemental couvra par sa participation aux décisions et par son silence sur les actes de l'armée française la "sale" guerre.

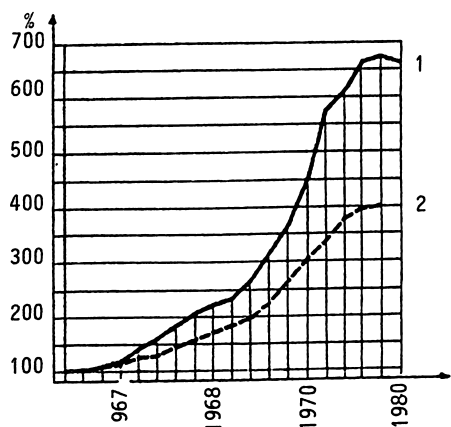
Une telle attitude servile vis-à-vis de la sociale-démocratie n'est pas étonnante de la part d'une organisation pour qui l'alliance avec le réformisme constitue l'axe fondamental de la politique ouvrière. Le PSO, après le congrès du PSS de l'année dernière, faisait d'ailleurs remarquer que : "...la gauche peut dégager les lignes de force d'un pacte d'action de toutes les forces socialistes et de combat du pays".

C'est justement cette alliance qu'il faut combattre, car elle ne mène qu'à la soumission au capital.

Le PSO n'a d'ailleurs pas beaucoup réagi lorsqu'en 1982, la même gauche amnistiait les membres de l'OAS.

tendu!) progresse presque 2 fois plus vite que celui des produits manufacturés.

Et après cela, le Département fédéral de justice et police s'étonne que les victimes de cette situation provoquée par la lutte de l'impérialisme pour conserver ses chasses gardées viennent se réfugier dans la démocratie suisse!



1. Volume des exportations d'armes.
2. Volume des exportations de produits manufacturés

LA SUISSE ET L'ONU

Depuis 1919, où se posait le problème de l'entrée de la Suisse à la Société des Nations (SDN) - la "caverne des brigands" selon l'expression de Lénine -, la bourgeoisie helvétique est toujours partagée sur son rôle au niveau international et son intégration dans les grands organismes internationaux. C'est toujours la stricte politique de neutralité qui a eu le dessus, car elle a permis jusqu'alors de mieux défendre les intérêts impérialistes de la Suisse. Mais les temps se font plus durs, les impérialismes concurrents accusent la Suisse de tirer trop d'avantages de cette situation et de profiter des efforts autant politiques, diplomatiques que militaires et financiers qu'ils consentent pour maintenir l'ordre mondial sans avoir à verser un seul denier.

Par rapport à l'adhésion à l'ONU, la bourgeoisie est toujours divisée. Les conservateurs ultra-style Philippe Pidoux (radical) tonne contre une telle perspec-

tive, crie au viol de la neutralité et proclame qu'une telle adhésion nuirait au capitalisme suisse. Alors que se forment les comités anti-ONU, sortent aussi de l'oeuf bourgeois les comités pro-ONU, dont celui de Graber (socialiste) et Chevallaz (radical) tous deux anciens présidents de la Confédération. Pour ces derniers, l'isolement de la Suisse va à l'encontre de ses intérêts (impérialistes bien entendu). Avis partagé par la bureaucratie syndicale qui s'exprime ainsi dans la "Lutte syndicale" du 22 février 1984:

" Le pays qui n'y coopère pas entièrement se prive d'un instrument essentiel tant pour sa politique étrangère que pour son commerce extérieur".

à cela les partisans du "non", répondent que finalement la Suisse est déjà membre de 30 organes ou commissions de l'ONU, qu'elle a ratifié 56 traités, pour une moyenne de 32 par Etat, et finalement

pour "convaincre et persuader" les discussions de couloir, les "contacts directs et personnels de notre observateur" valent mieux "que des discours en assemblée générale". (1) Une adhésion en bonne et due forme ne changerait donc finalement rien de fondamental.

Ce débat douteux n'intéresse pas les prolétaires, il révèle simplement une divergence de vue des différentes fractions de la bourgeoisie sur la stratégie à suivre dans le futur pour mieux défendre leurs intérêts impérialistes. L'ONU est un instrument de l'impérialisme et en tant que tel est à combattre, mais il n'y a pas de choix à faire pour ou contre l'adhésion car ce serait opter pour une politique de l'impérialisme plutôt qu'une autre et aller à l'encontre de l'internationalisme prolétarien.

(1) " Contre l'adhésion de la Suisse à l'ONU", mars 1984, Comité d'opposition à l'adhésion de la Suisse à l'ONU.

superprofits bancaires, bombe à retardement

(Suite de la page 1)

de bilan, l'accroissement du chômage, la pression toujours plus accrue exercée sur les salaires, etc, mais aussi par d'autres effets qui sont autant de champs d'analyse et de mesure de la crise. L'un de ces effets le plus marquant est la crise financière consécutive au blocage des marchandises qui met le système international de paiement en équilibre d'autant plus instable que l'imbrication de toutes les sources du capital monétaire devient plus complexe.

On assiste depuis 10 ans au gonflement le plus gigantesque du capital financier, à l'endettement le plus général, à la fluctuation la plus folle du cours des monnaies nationales, aux escalades et dégringolades les plus vertigineuses des taux d'intérêt, à la course la plus échelonnée des capitaux monnaie. Mais d'où vient cette folie financière qui met tous les Etats-majors de la bourgeoisie en état d'alerte permanent? En temps normal, le capital monétaire réalisé par le capitalisme dans la vente des produits qu'il fabrique trouve toujours le moyen d'augmenter le capital fixe, autrement dit de se réinvestir dans la sphère de production. L'étroitesse du marché a conduit tout naturellement au rétrécissement des possibilités pour le capital, quelle que soit son origine, de venir se refixer dans la production. Il en est résulté une immense vague de capitaux à la recherche de survie et cherchant donc dans le domaine spéculatif les profits leur permettant de ne pas se dévaloriser par le temps et l'inflation (1).

Si ce courant de capitaux avait été l'effet unique sur le plan financier de la crise, il en aurait résulté une baisse brutale des taux d'intérêts, l'offre dépassant largement la demande. Mais seulement voilà, la difficulté pour les capitalistes de réaliser la vente de leurs marchandises les accule à une crise de liquidités pour payer eux-mêmes leurs propres fournisseurs et pousse chacun à devoir emprunter aux usuriers modernes que sont les banques afin de s'acquitter de leurs dettes. Le système des traites se généralise et lorsque le capitalisme le plus en aval ne peut plus valoriser ses produits sur le marché, il provoque dans un effet de chaîne une cascade de non-paiements que les autres capitaux lésés - s'ils s'unissent - devront compenser par une exploitation plus dense encore de la classe ouvrière.

Il faut remarquer que cette compensation de l'offre de capital monétaire par une demande accrue ne s'est pas forcément manifestée immédiatement. L'UBS notait dans "L'économie suisse en 1971" que "La crise monétaire internationale du mois d'août a provoqué un accroissement extrêmement important de la liquidité sur le marché de l'argent, ainsi qu'une baisse du taux d'intérêt".

Le rendement d'une obligation fin 1970 était de 5,84%, alors qu'à mi-novembre 1971, il n'était plus que de 4,88%.

Cette évolution est tout-à-fait classique et, au-delà des formes et particularités sous lesquelles elles se présentent, reste constante. Marx explique dans le "Capital" que "...les circonstances qui déterminent le volume du profit à partager - à savoir la valeur produite par le travail non-payé -

LES PROFITS BANCAIRES REPOSENT SUR L'IMPERIALISME

Ces retours en arrière dans l'histoire financière récente du capital sont indispensables pour comprendre comment les banques - toutes et pas seulement les suisses - ont vu gonfler démesurément leur bilan au cours de cette dernière décennie. L'exemple de l'UBS, la plus importante banque helvétique, est significatif et le développement de son bilan reflète la tendance générale du milieu bancaire.

Le graphique ci-dessous montre avec quelle rapidité la puissance financière des banques a évolué pour devenir une gigantesque montagne.

Les profits des banques ont en gros suivis la même courbe que le bilan, et si l'on s'arrêtait à cette constatation on pourrait croire que le capitalisme se porte bien puisqu'il engraisse les banques et que par conséquent la crise ne serait qu'une invention de quelques bourgeois de haut rang et de grand pouvoir, particulièrement voraces, affublés d'un haut de forme, fumant Havanne et largement bedonnant. La réalité est autre. Ce gonflement des banques a comme origine le gonflement démesuré du marché financier international qui repose sur des bases on ne peut plus fragiles. Il y a comme première base, l'endette-

" sont extrêmement différentes de celles qui déterminent son partage entre les deux espèces de capitalistes, et fréquemment elles opèrent en sens tout-à-fait opposé : " Dans la première période, immédiatement consécutive à la crise, l'argent se trouve en abondance et sans qu'il y ait spéculation; dans la seconde, l'argent est abondant, mais la spéculation intense; dans la troisième, la spéculation commence à fléchir et l'argent est recherché; dans la quatrième l'argent se fait rare - et c'est la crise (G. Gilbert "A practical Treatise on Banking, 1849)". (...)"...on s'aperçoit qu'un niveau peu élevé de l'intérêt correspond en gros aux périodes de prospérité et de surprofit, qu'une hausse de l'intérêt correspond à la transition de la prospérité à son opposé, et qu'enfin le maximum de l'intérêt, jusqu'à l'extrême limite de l'usure, à la crise".(2)

Cette crise intervient alors à l'instant où les dettes sont de moins en moins remboursées, où les débiteurs ne sont plus solvables. Alors le système s'écroule, les créances sur un tiers ne peuvent plus servir de palliatif monétaire à la circulation des marchandises. Enfin, écrit Marx (3) au moment de la crise, " la circulation des traites s'effondre complètement; personne ne se satisfait plus de promesses de paiement, étant donné que tout le monde ne veut accepter que des paiements en espèces."

Ce mécanisme, nous éclaire donc sur l'importance toujours plus grande du marché financier. Si dans la période de haute conjoncture, les capitaines d'industries avaient la possibilité réelle d'assurer leur développement industriel par l'autofinancement, ils se sont retrouvés après les premiers chocs de la crise complètement démunis, une fois leurs réserves entamées, et dans l'obligation pourtant de procéder à de massifs investissements en capital fixe (moyens de production) pour augmenter la productivité du travail au point de redevenir concurrentiel sur les marchés.

Ce besoin vital n'a pu être assouvi que par une généralisation de toutes les formes de crédit, mais du même coup ce processus les amène non pas à consolider l'avenir, mais à creuser la tombe du capital toujours plus profonde.

A ce propos, dans une brochure de l'UBS de 1971 ("Politique de croissance et notion de rentabilité") on peut lire p. 5 :

" Le progrès technologique, qui exige de gros investissements, a devancé de loin la formation de capital. Il est donc fort possible qu'il nous faille vivre encore longtemps sous un régime de resserrement du crédit, de taux d'intérêt élevés et de crises de liquidités".

Et un peu plus loin, expliquant que : " la tendance générale est à l'endettement", l'UBS donne comme exemple celui des Etats-Unis où "...les dettes des entreprises privées des Etats-Unis ont augmenté de 81 milliards de dollars, dont moins de la moitié à long terme, tandis que le reste se compose de crédits bancaires et de paiements à court terme. La liquidité de la plupart des entreprises a diminué et devrait encore se contracter".

ment du tiers-monde qui ne survit que grâce à des rééchelonnements de sa dette, c'est-à-dire que l'impérialisme le musèle encore plus en le couvrant de nouvelles dettes pour rembourser les premières. Ensuite il y a le déficit des budgets d'Etat dont principalement celui des Etats-Unis qui plafonne à 200 milliards de dollars, mais aussi l'endettement gigantesque des entreprises. En 1984, il atteignait, aux Etats-Unis toujours, 2'589 milliards de dollars, et la dette intérieure totale (dette publique, d'entreprises et familiales) atteignait 5'594 milliards de dollars (voir le "Monde Diplomatique" de février 1985). Dans cet édifice chancelant, où déjà se sont fait jours les premiers signes de craquement par la faillite de quelques grandes banques américaines, les banques suisses ne prennent pas trop de risques, se montrent avaris vis-à-vis des pays en voie de développement dont la solvabilité est douteuse et dont la stabilité sociale est fragile pour se tourner vers les pays "sûrs" des métropoles impérialistes (4). Les banques helvétiques prêtent bien aux PVD, mais sans s'être entourées de toute les précautions et garanties en collaborant avec les ban-

ques mondiales et surtout le FMI, vérifiable gouvernement du monde Sud. L'UBS explique bien d'ailleurs que les banques privées suisses ont besoin comme les autres, de la puissance armée de l'impérialisme dominant, les EU, pour s'assurer des risques financiers: "Les 2 parties (FMI et banques privées, NDR) y trouveraient leurs profits: les moyens du Fond s'accroîtraient dans une forte proportion grâce à des crédits accordés par les banques opérant sur l'euro-marché et celles-ci, de leur côté, pourraient s'appuyer sur la discipline économique que le Fond impose généralement aux pays débiteurs et qu'avec l'aide d'un grand état-major de spécialistes (de la CIA ou casqués bottés, NDR) il est le mieux placé pour faire respecter par le gouvernement qui fait appel à son aide". ("L'euro-marché", UBS 1979, soul. par nous).

Mais la prudence des banquiers suisses ne les sauvera pas des séismes financiers qui sont aujourd'hui encore dans leur phase de gestation, mais qui demain ébranleront l'édifice financier international. La politique bancaire suisse en retardera peut-être ou atténuera partiellement les effets, mais elle ne pourra les contrer, prises toujours plus étroitement que sont les banques dans les mailles complexes du réseau financier international. (5).

L'accroissement des risques est d'ailleurs une préoccupation permanente des capitalistes qui ont dû augmenter considérablement leur réserve. En 1982, par exemple, alors que l'UBS étalait à la une des journaux un bénéfice net de +15% et une augmentation de bilan de +13%, la composition de ses avoirs - suivant une tendance générale - révélait à l'instar de ses consœurs que les placements de ses clients tendaient à se réaliser dans des secteurs sûrs et bien rémunérés, par l'achat d'or notamment, diminuant d'autant ce que les capitalistes appellent le "capital risque", soit le capital directement injecté dans la sphère productive.

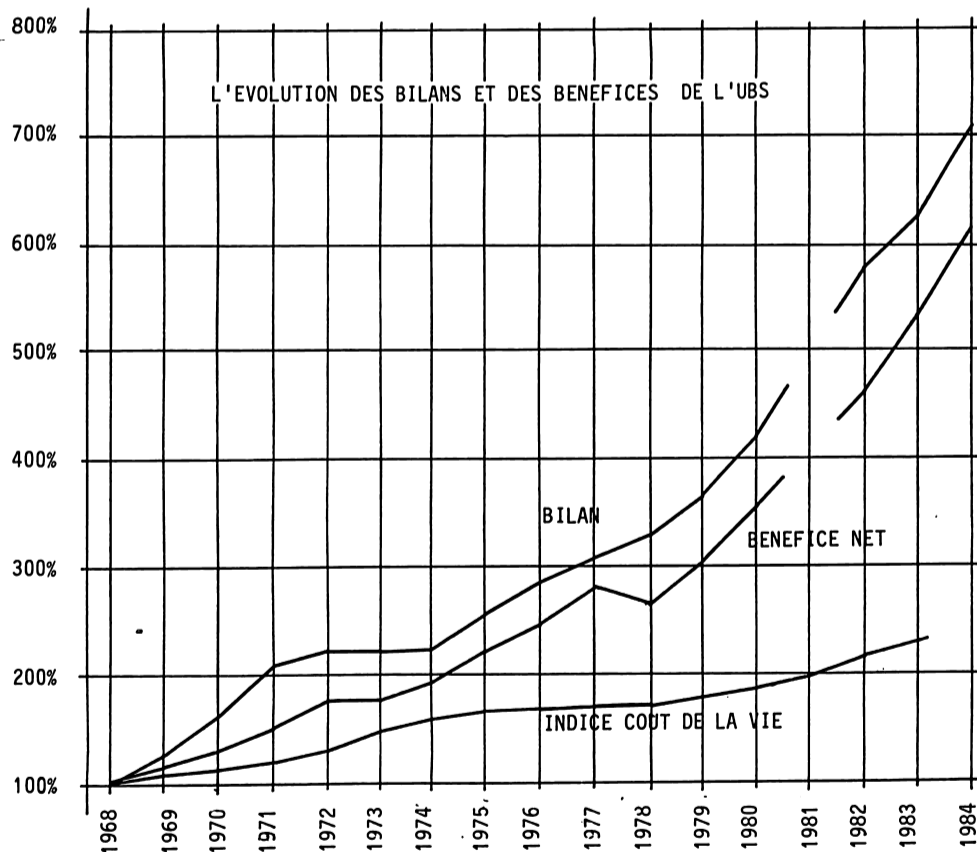
Autre signe des temps, toutes les banques augmentent leur fond propre,

et au bilan de chaque année augmente la part du bénéfice brut réservé aux réserves recouvrant les risques en augmentation. L'aventure de la Caisse Hypothécaire du canton de Fribourg renflouée par l'UBS pour ne pas l'acculer à la faillite (voilà à quoi servent notamment les fonds de réserve) n'est pas seulement due à la légèreté de son PDG, J.-F. Bourgnicht, mais tout simplement à la fragilité du système financier international, donc en premier ressort à la crise capitaliste.

Ce qui est arrivé aux EU à de grandes banques comme la First National Bank of Chicago, la Financial Corp of America et la Continental Illinois - peut se produire de plus en plus fréquemment. Derrière les superprofits bancaires se cachent donc le risque, l'incertitude et le spectre d'un effondrement financier redoutable.

BILAN ET BENEFICE NET DE L'UBS
(EN MILLIONS DE FR.S.)

Année	Bilan	Bénéfice net
1968	18'467	95
1969	24'420	113
1970	30'230	125
1971	38'153	143
1972	40'695	170
1973	40'479	166
1974	40'714	183
1975	47'294	209
1976	52'651	234
1977	56'119	266
1978	60'951	250
1979	67'368	290
1980	77'527	334
1982	106'000	438
1983	115'140	506
1984	131'000	583



AUGMENTER LA PART DE SURTRAVAIL : REMEDE UNIVERSEL DU CAPITAL

En définitive pour le capital, quel- quessoient les formes de gestion de crédit, l'arme de survie reste l'exploitation toujours plus forcenée de la force de travail des prolétaires. Toute la bataille engagée sur les marchés de l'argent n'est pas autre chose qu'une bataille pour le partage du surtravail de l'ouvrier, le profit capitaliste. Mais au-delà de ces querelles de partage, une chose est certaine, usuriers comme industriels exercent une pression unanime et synchronisée sur la classe ouvrière pour que l'objet du partage soit le plus gros possible.

L'offensive du capital sur les salaires date de bien avant la crise pétrolière, que les philistins nous présentent comme la source de tous les maux, elle est liée en fait à la baisse tendancielle du taux de profit (p.l./C + V) qui elle est bien permanente. "Depuis

" de capitaux empruntés y est passé de 303 à 692 milliards de dollars, entre 1960 et 1969". La conclusion est évidemment simple pour le capital : la masse salariale, ou capital variable, étant inversement proportionnelle au profit, donc aux possibilités d'augmenter le capital fixe (voir ex. par la modernisation de l'appareil productif), il devient indispensable et urgent d'accroître la pression sur les salaires. L'UBS déclare d'ailleurs : " Les améliorations continues des salaires réels dépassant souvent l'accroissement de la productivité, elles réduisent la marge bénéficiaire et posent des problèmes de financement supplémentaires parce que plusieurs années, note la brochure de l'UBS de 1971, l'autofinancement est en recul dans la plupart des pays industriels. Dans les entreprises des Etats-Unis, le chiffre d'affaires a en

" général doublé depuis 1962, alors que les fonds propres n'ont augmenté que d'un tiers; le financement au moyen de la hausse des coûts de salaires et de matériel (mais les capitalistes ne peuvent pas comprimer ces derniers déterminés par le marché, NDR) dépasse les possibilités de relèvements des prix et les économies que permet de réaliser une rationalisation plus poussée". Le coup de frein aux salaires de haute conjoncture est donc donné, et il définira pour les années qui suivront toute la politique salariale du patronat. La BNS publiait l'année passée un graphique représentant l'évolution des salaires réels - donc une fois réduit de l'inflation - par rapport aux salaires nominaux et notait que de 1973 à 1983, les salaires réels n'avaient pas augmenté d'un seul centime. Cela c'est pour les statistiques officielles! En réalité, compte tenu de divers facteurs comme ceux de l'indice des coûts de l'OFIAMI sousestimant la réalité pour les bas salaires, de la progression à froid des impôts ou des pertes de revenus dues au chômage mais non prises en considération par la BNS, c'est une baisse substantielle des salaires que le capital a pu obtenir sans réaction sociale d'ailleurs.

Sur cette question des salaires, les banques ont crié et continuent de crier d'autant plus fort au loup que leurs profits relèvent des intérêts sur les capitaux et qu'ils subissent l'érosion de l'inflation. Plus les salaires baissent, plus les profits montent et plus la part des profits distribuée pour le paiement d'intérêts peut être élevée, ce n'est pas plus compliqué que cela.

La renaissance de la lutte de classe est la seule voie qui s'opposera à la toute puissance des banques qui exercent une pression constante sur le prolétariat pour accroître l'exploitation de

sa force de travail. Mais la lutte de classe si elle agit pour défendre le prolétariat de Suisse, ne limitera et ne doit pas limiter ses effets à la défense immédiate de la classe. Elle aura aussi comme conséquence de porter des coups de l'intérieur à l'impérialisme helvétique qui s'exerce avec force par l'intermédiaire de son capital financier.

Le capitalisme helvétique a eu plus d'amortisseurs que la plupart de ses concurrents pour que la crise ne provoque pas de forts mouvements sociaux et ne remette pas à l'ordre du jour la lutte de classe générale. Mais comme on peut le voir au travers de notre analyse sur les banques (qui soit dit au passage contribuent seules à l'équilibre de la balance des paiements), le capitalisme est en train d'accumuler de formidables quantités de matériaux explosifs. Les dégâts après l'explosion ne pourront plus être atténués comme en 74/75 où les entreprises ont pu vivre un moment sur leurs réserves et où 300'000 immigrés ont été expulsés. LE PROLETARIAT DOIT SE PREPARER A CETTE PERSPECTIVE ET POUR CELA IL DOIT DES AUJOURD'HUI ABANDONNER SES ILLUSIONS SUR LES BIENFAITS DE LA PAIX SOCIALE ET COMPRENDRE QUE SEULE SON ORGANISATION INDEPENDANTE DES FORCES POLITIQUES OU SYNDICALES LIEES A LA CONSERVATION DU CONSENSUS SOCIAL, DU "COMPROMIS HELVETIQUE", ET SA LUTTE OUVERTE LE PREPARE AU TRAVERS DES LUTTES PARTIELLES IMMEDIATES, A AFFRONTER DEMAIN LES ASSAULTS MASSIFS DU CAPITAL.

(1) Dans un article de G. Blardone, économiste bourgeois parmi d'autres, on peut lire ce constat, que les plous aveugles des théoriciens de l'économie capitaliste ne peuvent pas nier, que les possibilités de plus en plus restreintes pour le capital de réaliser du profit dans le secteur productif le

porte vers le seul secteur en "bonne" santé apparente, celui de la finance spéculative.

Mais ce secteur se nourrit des profits (ou plus exactement d'intérêts) réalisés sur l'endettement généralisé des nations et des entreprises. La poule aux oeufs d'or finira donc par tarir sa source de richesse!

Voici ce que reconnaît Blardone qui en économiste bourgeois ne peut admettre que le capitalisme ne se contrôle pas quelque soient les principes monétaristes, keynésiens ou autres qui soutiennent les interventions de rectification du cours de l'économie :

" En effet, les agents (économiques) cherchent depuis 1974 surtout, d'une part à compenser par des gains monétaires les pertes économiques subies du fait de la politique gouvernementale (baisse du pouvoir d'achat, des revenus, de la rentabilité du capital productif, etc.), d'autre part à réorienter leurs épargnes de la production vers les placements spéculatifs beaucoup plus avantageux à court terme. Dans cette situation, la rupture entre la finance et la production ne peut que s'aggraver. L'argent est de plus en plus abondant mais préfère la spéculation à la production. C'est ainsi que les banques réalisent d'appréciables profits, tandis que les entreprises enregistrent des pertes."

Pour illustrer cela, rappelons simplement que la moitié de l'augmentation des bénéfices nets des trois grandes banques, pour 1984, est due au raffermissement du dollar américain. La seule spéculation sur le dollars leur a rapporté environ 125 millions!

(2) Cité dans "La crise" éd. 10/18 P. 369

Notons d'ailleurs que la "transition" de la période de prospérité à son opposé a effectivement eu une influence à la

hausse sur les taux d'intérêt puisque c'est en 1965 que s'est manifestée cette hausse dans toutes les métropoles capitalistes. Elle annonçait la crise future, dont la première manifestation fut la non convertibilité de fait du dollar dès 1968 pour aboutir à sa non convertibilité en or en 1971, mesure accompagnée d'autres, tels le blocage des salaires, la réduction des dépenses publiques (le "reaganisme" n'a de nouveau que dans l'étendue et la systématisation d'un certain nombre de règles de gestion), une surtaxe douanière de 10%. Aux alentours de 4,9% de 1960 à 1964, le taux d'intérêt américain passera en 1967 à 5,43% pour être aujourd'hui parvenu à des limites extrêmes de l'usure!

(3) ibidem. p. 368

(4) Principalement au Japon qui emprunte 12,6 milliards sur les 30 milliards d'emprunts émis en Suisse, pour 1984.

(5) Pour mesurer cet engagement des banques suisses sur le marché international, signalons par exemple que l'an passé 5 pays, la Suisse, la Suède, les EU, le Canada et le Japon, ont dépassé le milliard de dollars de capitaux de prêt. Le rachat de la société de courtage Phillips & Drew par l'UBS pour faire face à la concurrence des autres places financières, est un autre épisode de cette pénétration toujours plus grande des banques suisses sur le marché international, mais aussi le signe qu'elles subiront les fluctuations et les crises financières toujours plus directement. Les tribulations des banquiers suisses pour se faire accepter au Japon en sont encore un autre épisode.

(6) C'est ainsi que le Crédit Suisse a accumulé ces 3 dernières années à titre de réserve pour coup dur, la somme farouche de 1,2 milliards de francs.

A propos du secret bancaire : capital propre et capital sale, une diversion bourgeoise

Le capitalisme est immonde, cela ce vérifie tous les jours, sur tous les sujets. Mais dans ce tas d'immondices, certains semblent plus répugnants encore que d'autres. Les réformistes, les tiers-mondistes, dans leur souci de conservation sociale se font un fleur d'être les ardens défenseurs d'une plus grande "démocratie et justice économique" en dénonçant les procédés les plus abjects du capitalisme en général et de l'empire des banques en particulier. La Suisse tient une place un peu spéciale dans la chaîne de l'impérialisme. Petit pays, impuissant militairement à défendre ses intérêts, à l'instar des grands américains, anglais, français, voire historiquement aussi belges, hollandais, etc., il a acquis très tôt le rôle d'usurier de l'Europe et a développé sa force économique par le biais notamment de sa puissance financière. Les premiers capitalistes ont trouvé en Suisse à la fois une main-d'oeuvre abondante et les capitaux nécessaires pour y développer leur industrie. Mais en même temps que les banques augmentaient leur influence sur la vie économique, civile et politique, elles instituaient avec l'Etat toute une structure juridique destinée à augmenter leur rôle attractif. Le secret bancaire est l'une de ces principales mesures juridiques destinées à attirer les capitaux et les conditions de sa réalisation (la protection de la bourgeoisie juive du génocide perpétré par les nazis) révélaient le sens de l'opportunité pragmatique des financiers suisses.

Un tel secret établit sur l'origine des valeurs déposées dans les coffres suisses a évidemment permis à toutes sortes de capitaux de provenance illégale, de

se réfugier en Suisse pour y être blanchis. Les évasions fiscales, l'argent de la Mafia ou des trafiquants de toutes familles y compris des sectes Moon et Cie, passent ainsi à la lessive helvétique. (1)

Le "capital du crime" se transforme en capital économique dans les coffres helvétiques. L'un "sale" et l'autre "propre"? Non! S'il est vrai que le capitalisme exerce son pouvoir aussi par l'activité para-légale du parasitisme des parains de la drogue, des jeux ou de la prostitution, il est aussi vrai qu'il peut parfaitement s'en passer. Serait-il propre pour autant? Non, car le capitalisme est la domination d'une classe, la bourgeoisie, sur l'autre le prolétariat, qui implique nécessairement, capital propre ou sale, l'exploitation forcée de tous ceux qui n'ont que leurs bras comme richesse. C'est du capital "propre" qui préside au commerce des armes et aux massacres guerriers pour le compte de l'impérialisme, comme dans la guerre Iran-Irak. C'est du capital "propre" qui étrangle les nations en voie de développement dans le noeud coulant de l'endettement et opprime les masses laborieuses, sous la houlette du FMI et des banques mondiales auxquelles participent les banquiers suisses. Ce capital "propre" tantôt géré par un libéral type Reagan ou un "socialiste" type Mitterand exerce son action meurtrière sur tous les continents. Bref, l'exploitation et l'oppression ne sont pas le fait plutôt du capital "sale" que du capital "propre", mais le fait de la domination en tant que mode de production du capital en général.

(Suite en page 7)



Beat Kappeler, l'économiste ringard de l'USS, s'insurge contre les prêts des banques suisses aux industriels et autres banques japonaises : " Je trouve cela révoltant ... Je réclame une égalité de traitement et demande que nos capitalistes ne se contentent pas de financer l'essor de l'industrie japonaise. "

Celui-là même qui tient des discours anti-monopolistes quand il s'agit de dénoncer la toute puissance des banques sur l'industrie, trouve en définitive qu'elles n'en font pas assez ! Rien ne saurait nous étonner de la part de ce charlatan. Qu'il aille donc faire sa carrière au Crédit Suisse. Cela débarrassera au moins le plancher d'une vermine !

La blanchisserie ne chôme pas

La neutralité démocratique helvétique cache beaucoup de choses sales que le temps ne parvient finalement pas à laver, au contraire. Après la "découverte" de l'antisémitisme du général Guisan, adulé par toute la hiérarchie militaire, vénéré par tout bon citoyen (et ils sont majorité), une seconde bombe vient troubler la petite histoire pépère de l'honorable Helvétie. Il s'agit - comme pour Guisan - de faits historiques déjà connus, mais dont les précédents dénonciateurs s'étaient fait couvrir de boue par l'honorable société suisse. Cette fois l'ouverture des dossiers d'archives de la Banque Nationale libérée du secret bancaire après 40 ans de chambre close, "révèle" que la Suisse entretenait de justes affaires avec le 3ème Reich. Menée par R. Vogler, l'analyse des transferts d'or indique que la BNS a acheté en francs suisses pour 1,638 milliards d'or à la banque du Reich.

Cet argent devait servir évidemment au financement de la guerre impérialiste, mais ce qu'il est plus intéressant de savoir est, que cet or provenait des pillages commis par les nazis là où ils occupaient le terrain (en Autriche et en Tchécoslovaquie notamment), ainsi que des vols commis dans la communauté juive et dans les camps de concentration où les juifs étaient délestés même de leur dernière alliance et dernière dent en or.

On se rend mieux compte, après ces 2 épisodes de Guisan et de la BNS, ce que signifiait la fameuse "défense des frontières" !

L'Etat était en fait, acquis à une refonte totale de la cartographie politique de l'Europe et prêt à s'intégrer sans vergogne dans un bloc à dominante fasciste, tout en conservant cette neutralité si utile aux autres impérialismes et si utile à lui-même pour tourner sa veste autant de fois que faire se peut. L'armée aux frontières c'est donc surtout cantonnée à chasser les réfugiés juifs victimes des persécutions nazies!

Le philistin répondra sans doute que dans ces temps-là, les situations n'étaient pas aussi simples qu'aujourd'hui et qu'elles forçaient tous les individus et groupes économiques à une certaine compromission. Mais alors que fait donc la Suisse en Afrique du Sud dont le racisme ne vaut dans l'horreur que l'antisémitisme nazi? Il n'est un secret pour personne que depuis quelques années les relations de commerce de l'or se sont largement accrues entre les 2 pays et contribuent en bonne partie aux bénéfices des banques. Cet or pour lequel les prolétaires noirs doivent verser leur sang quotidiennement n'est pas plus propre que celui du Reich et pour lui les banques suisses fonctionnent toujours et plus que jamais comme blanchisserie mondiale!

Politique syndicale:

« Tous unis pour redresser la nation »

Sous toutes les latitudes les larbins de la bourgeoisie opérant sous le sigle du "socialisme", ou parfois encore du "communisme", tiennent tous à la classe ouvrière le même discours et agissent tous dans le même sens pour faire accepter aux prolétaires les effets rigoureux de la crise capitaliste. En Suisse, la politique de l'opportunisme ne varie pas d'un pouce de cette règle d'or du réformisme. Les syndicats sont la courroie de transmission indispensable pour contrôler les troupes et faire que les directives de la rigueur s'appliquent à tous les niveaux. C'est au travers de la FTMH, le premier syndicat de l'USS et le plus touché par la crise dans les secteurs qu'il représente, que l'on peut mieux se rendre compte de la politique de ralliement du prolétariat aux intérêts capitalistes et impérialistes de l'économie et de l'Etat que prônent la gauche et ses directions syndicales inféodées.

Le Congrès d'octobre 84 de la FTMH est significatif à cet égard. Lorsque l'on a donné un grand coup de balai sur le fatras idéologique du "droit au travail" ou de "l'humanisation du travail" que découvre-t-on? Tout simplement la volonté de rendre la classe ouvrière plus maléable, plus adaptable aux impératifs de la guerre économique que se livrent les concurrents capitalistes sur le marché. Pour y arriver, la recette est la suivante :

1) Laisser s'opérer les restructurations là où elles sont nécessaires pour le capital, notamment dans l'horlogerie qui est passée grâce au laisser-faire syndical et politique du réformisme de 90 000 à 30 000 postes de travail en 10 ans,

2) Garantir une paix sociale absolue dans tous les secteurs industriels pour ne pas nuire à l'image de marque internationale du capitalisme helvétique réputé respecter les délais et pour ne pas grever les marchandises d'un coût social (grèves, etc.) supplémentaire.

3) Adapter toutes les revendications ouvrière à ce que déclarent accepter les associations patronales. C'est ainsi que la FTMH a négocié les 40 h. pour 88 avec une baisse de salaire de 2,4%.

4) Améliorer la mobilité des prolétaires sur le plan de l'emploi et sur le plan géographique, ainsi qu'assurer une plus grande flexibilité dans l'agencement de l'horaire, la formation professionnelle et l'extension du tra-

vail de nuit représentant les deux principaux moyens d'aboutir à ces résultats.

5) Réanimer la campagne sur la participation pour donner un corps idéologique à cette politique servile.

A titre indicatif, citons Fritz Reimann, président de la FTMH, qui illustre au moins sur un de ces points, celui de la mobilité, de quelle manière les bureaucrates syndicaux entendent défendre les exigences du capitalisme : "Quelles sont les tâches qui s'imposent à nous face aux restructurations foudroyantes que connaissent nos branches? Une réponse: répartir le travail à disposition entre le plus grand nombre possible de travailleurs. Mais cette solution exige que l'accident soit mis plus fortement encore sur une solide et large formation professionnelle de base, ce qui doit permettre aux hommes et aux femmes d'exercer diverses professions à près de brèves périodes d'initiation. Cette contribution à la mobilité professionnelle appelle une restructuration fondamentale et rapide de notre système de formation scolaire et professionnelle". (Congrès FTMH 1984).

La "mobilité professionnelle" a évidemment comme corollaire la mobilité à tous les niveaux, mais Reimann ne le dit pas!

La répartition du travail en système capitaliste est un vain mot si elle ne correspond pas aux exigences même de la production marchande. Or le seul terrain d'

entente qui puisse exister entre répartition du travail et exigences capitaliste est celui du travail de nuit par l'introduction d'une cinquième équipe. Les socialistes français notamment ont appuyé toute mesure de ce genre, arguant qu'elle alliait conservation de l'emploi avec diminution de l'horaire de travail. Voilà une drôle d'"humanisation du travail"! Reimann en défendant au Congrès la suggestion de Walter Hess, patron "éclairé" de Saurer qui s'est fait remarqué en réclamant une baisse des salaires de 10% consistant justement à introduire la cinquième équipe, ne fait que suivre aussi le courant patronal.

On peut aussi citer Théo Chopard qui, dans son éditio de la "Lutte syndicale" du 24 octobre 84, explique que le drame des restructurations n'est pas la mise à pied des prolétaires mais la manière dont elle se réalise : "IL apparaît donc logique et possible d'étaler le coût de ces mutations sur une plus longue période, jusqu'au moment où la branche sera redevenue rentable et prospère. Il suffit d'échelonner ces coûts sans souffrances ni humiliations des hommes". C'est exactement ceci que la FTMH a réalisé avec l'horlogerie, et qu'elle continue d'appliquer maintenant au secteur de la construction des machines.

Cette politique d'adaptation des conditions de vie et de travail du prolétariat aux conditions de crise n'est pas nouvelle certes, mais prend un caractère toujours plus impératif avec l'exacerbation des contradictions capitalistes. La FTMH renforce les structures qui lient le prolétariat aux intérêts du capital, et l'empêche de retrouver une autonomie propre. Reimann déclarait à ce propos que : "Ces 3 dernières années, nous avons participé à autant de négociations que durant les 20 années précédentes".

Les bonzes débordent donc d'activité, mais d'une activité destinée à paralyser toute réaction

ouvrière! Dans ce même but de renforcer les structures de la paix sociale, la paix du travail qui ne concerne que les questions traitées dans les conventions collectives sera étendue sur les problèmes non conventionnels, et une procédure d'arbitrage et de conciliation sera mise en place.

La bureaucratie syndicale est la première avisée que la crise capitaliste n'a pas dit son dernier mot, qu'elle n'en est finalement qu'à son début et que par conséquent les vagues sociales et de luttes ouvrières sont encore à venir. L'exemple de la grève du secteur public et privé au Danemark, petit pays tranquille comme la Suisse, est à ce titre significatif des surprises qui peuvent l'attendre et remettent en question les fondements de la paix du travail. La FTMH doit s'attendre à des années difficiles" nous explique la "Lutte syndicale" en relatant le Congrès. Ces années seront difficiles effectivement, car la crise fera sauter certains verrous de la lutte de classe et dresseront les prolétaires contre les syndicats actuels.

Le prolétariat doit donc se préparer à lutter contre la prochaine phase dans laquelle renouveau la crise capitaliste. Il ne pourra être efficace dans ces luttes qu'à la seule condition de se doter d'une indépendance totale sur le plan organisationnel et revendicatif des bureaucraties et appareils politiques et syndicaux de la gauche bourgeoise.

En tant que parti, nous défendons et appuyons toute initiative ouvrière qui va dans le sens de se dégager de la chape de plomb de la paix sociale pour définir une orientation de lutte et une activité militante de classe. Le chemin de la reprise des luttes passe par cette condition d'indépendance et de lutte contre l'embrigadement de la classe ouvrière au service de l'intérêt national. ●

Participation: coucou, me revoilà!

Après la vaine tentative de l'opportunisme de faire passer son projet de participation, lors des votations nationales en 1976, les socialistes et leurs compères de l'USS devaient mettre un peu en veilleuse leur prétention à jouer à part égale avec l'Etat et les patrons le jeu de gestionnaire de l'économie et de l'administration. Le projet de loi fédérale sur la participation fait rebondir l'affaire. Ce projet associe, sur certains plans et au seul niveau de l'exploitation, les représentants des travailleurs aux décisions. En fait, il tente d'approfondir les mécanismes qui font des prolétaires des exploités "responsables", autrement dit qui, en identifiant le prolétaire aux intérêts de son entreprise, agit pour renforcer l'ambiance de paix sociale et la passivité ouvrière face aux exactions du capital.

Mais ce projet ne fait pas l'enthousiasme dans les milieux de la sociale-démocratie. Ils le trouvent trop timoré, pas assez ambitieux, bref préservant, prétendent-ils, les intérêts patronaux pour ne considérer les travailleurs que comme sous-catégorie sociale. Ils demandent donc l'extension de la participation aux décisions sur la politique économique de l'entreprise ainsi qu'au secteur de l'administration publique.

Voyons en deux mots ce que cela signifie?

La classe ouvrière a des intérêts diamétralement divergents du capital. C'est sur l'exploitation de sa force de travail que repose la production de la plus-value nécessaire à la reproduction du capital. Plus la part de capital versée aux ouvriers augmente et plus la part de profit diminue. L'une et l'autre sont inversement proportionnelles car ce n'est pas le capitaliste en tant que tel qui détermine le niveau des prix des marchandises qu'il fait produire, mais le monde du marché. En conséquence, le capitaliste ne peut pas rattraper la plus-value perdue par l'augmentation des salaires comme il l'entend et sans risque du même coup de se retrouver moins concurrentiel que les autres.

Les capitalistes sont en général clairs, ils ne cachent pas cet antagonisme entre Travail et Capital, mais évidemment agissant en classe dominante, exigent du prolétariat qu'il se soumette à leurs intérêts, soumission disent-ils nécessaire aux intérêts "bien compris" des prolétaires. Les réformistes eux nient l'existence, on ne peut plus matérielle, de cet antagonisme et, en bon valet du capital, estiment que les intérêts de toutes les classes peuvent être "rassemblés" (le mot est à la mode) en un seul intérêt commun. Pour cela l'ensemble des classes sociales devrait être intégré à part entière - et non à titre de

figurant comme ils le reprochent au projet fédéral - à tous les niveaux décisionnels de la vie économique, administrative et politique.

L'abîme entre intérêts du prolétariat et intérêts capitalistes ne peut être comblé par aucune réforme, par aucune loi, par aucune participation. Pire, les mesures d'intégration telle la participation-fussent-elles modérées ou hardies - n'ont d'autre fonction que d'affiner les moyens démocratiques de soumission du prolétariat. Ce n'est pas par volonté démoniaque que les capitalistes préssurent les prolétaires pour tirer le maximum de profit de l'exploitation de leur force de travail, mais sous l'effet de déterminations purement objectives caractéristiques du mode de production capitaliste. La grande duperie des réformistes est de prétendre qu'une direction multi-classes de l'économie et de la société échapperait à ces déterminations. Le bilan des gouvernements de gauche en Europe est le meilleur indice concret que cette duperie est aujourd'hui démasquée. Restructuration (ou plus pudiquement "modernisation") et licenciements, chômage, pression accrue sur l'immigration, revalorisation du militarisme, dégradation générale des conditions de vie (sauf pour les plus aisés!) sont autant de preuves que dans le cadre du système capitaliste il n'y a pas d'autre

voie pour faire survivre l'économie nationale et l'Etat que de faire porter le fardeau au prolétariat.

En Suisse, la participation n'est pas le seul pilier de l'intégration de la classe aux intérêts qui lui sont étrangers. Elle se conjugue avec la paix du travail et la perspective des réformistes est de faire de ce mariage la forme parfaite d'une structure sociale où la classe ouvrière perdrait toute son identité pour n'être plus que classe objectivement et juridiquement inféodée au maître capital. Comme la paix du travail, dont on mesure aujourd'hui les effets ravageurs pour la lutte de classe, la participation a comme fonction de souder idéologiquement et organisationnellement la classe aux conditions de développement capitaliste. En clair, cela signifie un obstacle de plus pour que la classe agisse avec ses armes propres contre les attaques patronales, un obstacle de plus pour que renaisse les traditions de la lutte ouvrière directe!

Laissons le débat "vraie ou fausse participation" à tous les fossoyeurs de la lutte de classe. La seule alternative face à toutes les tentatives d'anesthésier encore plus la classe ouvrière, c'est la reprise des luttes et la défense de la grève sans préavis ni limitation préalable de durée comme arme fondamentale de la classe ●

Lifting pour la paix du travail

Nous avons vu ces derniers temps les directions de la plupart des organisations affiliées à l'USS (Union syndicale suisse), hausser le ton, menacer d'adopter une tactique plus offensive.

Mais qu'en est-il en réalité? Les syndicats ne sont jamais apparus aussi mous, aussi respectueux de la paix du travail.

En effet, la Suisse a perdu ces trois dernières années, 75'000 postes de travail. De 1975 à aujourd'hui, il faudrait même parler de plusieurs centaines de milliers d'emplois perdus.

Ce processus c'est fait en douce, sans aucune réaction de l'appareil syndical. Cette passivité montre la complicité de ce dernier. Pour nous, c'est une politique de trahison dont l'origine remonte aux années trente. La signature de la Paix du Travail en 1937 n'étant que l'aboutissement de la volonté syndicale à mieux participer et à mieux s'intégrer à la structure économique de la société helvétique. Les organisations de l'USS se sont définitivement liées les mains à la bourgeoisie nationale et elles pourront chanter en chœur avec celle-ci, deux années avant l'éclatement de la deuxième guerre impériale: "Vive l'Union sacrée! Vive la défense de la Patrie!" Elles abandonnaient ainsi

les intérêts classistes et internationalistes du mouvement ouvrier. Si aujourd'hui les syndicats manquent de combativité et collaborent activement dans maintes instances étatiques, ils ne sont que fidèles à leur passé et fonction historique.

Ainsi, lorsque les têtes pensantes des syndicats remettent en cause, du bout des lèvres, la paix du travail, ce n'est pas pour la dénoncer comme puissant obstacle à la lutte, mais au contraire pour demander une modification de son contenu, jugé trop étroit, pour absorber les coups qu'elle risque de subir, en d'autres termes, l'adapter à la situation. Car l'USS sait que le capitalisme est entré en crise, qu'il faut montrer les dents, sous peine de perdre le contrôle de ses troupes.

C'est donc dans le sens d'un assouplissement des lois conventionnelles de la paix du travail que les syndicats agissent pour que dans celles-ci figurent une issue de secours à leurs manoeuvres.

La FOBB dans son congrès de novembre 1983 définissait 3 types de paix du travail, il ne suffira plus aux ouvriers désireux de lutter qu'à invoquer un des éléments de cette Sainte Trinité:

" PAIX ABSOLUE (ou, selon le CO: paix illimitée): engagement de chaque partie à s'abstenir de tout moyen de combat pour tous les litiges pouvant survenir

" pendant la validité de la convention collective de travail.
" PAIX RELATIVE (ou, selon le CO: Paix): engagement de chaque partie à s'abstenir de tout moyen de combat pour les litiges liés aux seules matières réglées dans la convention collective de travail, pendant sa validité.
" PAIX CONDITIONNELLE: engagement de chaque partie à s'abstenir de tout moyen de combat pour les litiges liés aux seules matières réglées dans la convention collective de travail, mais donnant la possibilité aux travailleurs de se mettre en grève d'avertissement lorsque la convention n'est pas respectée par le patronat. (souligné par nous.)

Voilà donc le fin de fin de la tactique syndicale, introduire dans les conventions une possibilité de paix conventionnelle où la grève d'avertissement est proposée comme moyen de "lutte". Le souci de la bonzerie syndicale est d'introduire une sortie de secours pour permettre au syndicat des semblants d'action capables de désamorcer une situation explosive et de lutter contre les grèves sauvages.

En plus, les défections nombreuses, ainsi que la méfiance, bien fondée, des éléments combattifs de la classe ouvrière, obligent les syndicats à changer de tactique sous peine de se retrouver sans combattants. Ils n'hésitent pas à intégrer dans leurs rangs, pour se donner un vernis plus combatif, des militants de "gauche" dont la rhétorique et le vocabulaire sont plus agressifs. Mais la

fonction historique d'instrument de collaboration de classe qu'ils représentent demeure intacte, elle prend simplement un autre visage, aux traits plus changeants.

Même la bourgeoisie dénonce cette passivité, car elle a peur que son fidèle valet perde sa crédibilité. (1) Dans un article publié dans "L'Année économique et sociale 1983", édité par le journal de Genève, organe de presse tout ce qui a de plus bourgeois, on pouvait lire: "Qu'est-ce qui le pousse (le syndicat) (NDR) selon le mot d'un ouvrier qui a déchiré sa carte de cotisant, à se vautrer dans les chrysanthèmes de la collaboration et de la respectabilité confortables?"

Un autre extrait significatif: "Il n'est pas jusqu'à certains patrons, parmi les plus lucides eux aussi, qui déplorent l'apathie syndicale (avec les syndicats au moins on sait à qui on a à faire)".

Nous aussi, nous savons à qui nous avons à faire. Face à l'accentuation de la crise, le seul remède que propose la bonzerie syndicale, c'est un lifting de la Paix du Travail.

La seule perspective que nous proposons au prolétariat, c'est de renouer avec ses traditions classistes.

LA LUTTE DE CLASSE, VOILA CE QUI DOIT BALAYER LA PAIX DU TRAVAIL! ●

(1) Situation qui crée le risque de luttes non contrôlées par l'appareil syndical.

Qui bafoue qui?

Hans Tschäni, journaliste dit "sans affiliation politique", mais porte-parole d'une catégorie de la bourgeoisie, est l'auteur d'une analyse de la démocratie suisse, "Qui dirige la Suisse?", dont la publication troubla certainement la conscience tranquille du commun des helvètes. Tschäni démontre en effet par quels mécanismes la démocratie helvétique assure la domination des groupes de pression de la bourgeoisie et bafoue ainsi les droits démocratiques du peuple. Les informations que l'on peut retirer de cet ouvrage ainsi que la radiographie de ces mécanismes sont fort intéressants, mais l'intérêt s'arrête là. Tschäni découvre la lune après des décennies de journalisme passées à décortiquer la vie politique suisse et ne nous apprend rien de neuf sur le fait que l'Etat est au service des intérêts capitalistes et que la démocratie est le meilleur garant de la paix sociale.

La Suisse est le paradis du compromis et de l'entente sociale, son Parlement - de manière encore plus prononcée qu'ailleurs - est la chambre d'enregistrement des décisions prises en petits comités de représentants des divers groupes de pression industriels, financiers, militaires ou religieux. Le mécanisme est ainsi fait qu'aucune loi ne passe par les Chambres sans être au préalable "digérée" en commissions restreintes composées des principaux "lobbies" (1). Le résultat en est que les textes proposés sont déjà le résultat des pires compromis - y compris avec les syndicats - et ne contiennent que des suggestions si fadasses que chacun y retrouve ses petits. La limite supérieure à ne pas dépasser étant celle du référendum. Toutes propositions risquant de provoquer un référendum sont ainsi éliminées promptement. La fameuse "démocratie semi-directe" est ainsi bafouée estime Tschäni.

La compromission s'élève à tous les niveaux de la vie politique et son principal maillon reste la sincère collaboration de classe des sociaux-démocrates sur le plan politique et syndical. La conséquence est que le peuple en général se désintéresse de toute vie politique et l'abstentionnisme gagne chaque année du terrain, passant de 38,3% en 44-47 à 64,4% en 80-81.

Voilà qui effraie le démocrate Tschäni!

Quant aux initiatives, sur les 76 soumises au peuple entre 1891 et 1981, 7 seulement ont été adoptées, score peu flatteur qui mesure l'inefficacité de son utilisation. Là aussi Tschäni reste songeur et perplexe.

Mais s'il critique les formes prises par la démocratie en Suisse qui en fait un décor de théâtre trop carton-pâte, ce n'est évidemment pas pour remettre en question ses fondements, mais pour la réactiver, lui donner une cure de jeunesse dont elle a bien besoin si elle veut encore jouer un rôle de soporifique efficace

en cas d'aggravation des conflits de classe. Comment en effet pourrait-elle jouer ce rôle si elle continue de fonctionner dans la plus parfaite ambiance de pacte social, de compromis et de "formule magique". En effet, quelle sera donc la force politique qui aura suffisamment d'influence sur la classe ouvrière pour lui faire encore croire à l'existence d'une politique d'opposition parlementaire défendant efficacement ses intérêts?

Les propositions qu'il fait pour revivifier le système démocratique font donc sourire: faire appel à des "spécialistes neutres" plutôt qu'à des "personnes directement concernées", éloigner les lobbies du Parlement, réformer le système des votations, reviser le référendum facultatif ne sont que des emplâtres sur une jambe de bois. Rien ne permet avec assurance de déterminer si la démocratie helvétique tendra vers une rupture - plus ou moins profonde - du consensus des forces politiques bourgeoises (y compris PS) ou plutôt vers un renforcement plus prononcé du compromis social (comme le souhaite par exemple) Graber ancien conseiller fédéral socialiste).

Mais en aucun cas, la première solution ne devra être interprétée comme une concession à la classe ouvrière. Toute brèche au compromis social ouverte par les forces politiques parlementaires, et donc toute "revitalisation" de la vie politique des Chambres ne serait que l'expression d'un changement de stratégie pour conserver l'ordre social stable. La démocratie, quel qu'en soient les formes et les mécanismes, est l'arme de la domination bourgeoise, elle ne se réforme pas, elle se détruit par la dictature de classe du prolétariat.

Ce ne sont pas les groupes de pression qui bafouent la démocratie, mais bien celle-ci qui bafoue les prolétaires! ●

(1) Il y a actuellement 29 commissions du Parlement.

diversion bourgeoise

(Suite de la page 5)

L'opportunisme trompe la classe ouvrière en prétendant adapter le capitalisme aux principes du socialisme. Pour cela il suffirait d'éliminer toutes ses "impuretés", tel le grand parasitisme criminel véritablement institutionnalisé, et de neutraliser les intérêts trop personnels ou de groupes particuliers pour ne considérer que l'intérêt général. Avec une telle conception, ce n'est pas contre l'exploitation des prolétaires par le capital qu'il se bat mais pour une certaine forme "sociale" de cette exploitation. Sa lutte contre le secret bancaire - notamment au travers de l'initiative - est un des aspects de cette politique servile qui ne sert que de diversion à la préparation du renforcement de la lutte prolétarienne directe. Tant que l'on parle du secret bancaire, on ne parle pas des ravages que fait la paix sociale dans la capacité de riposte de la classe, on ne parle pas non plus de la responsabilité directe que prennent les socialistes au Conseil fédéral, ni de leur militarisme, ni de leur politique anti-immigré de blocage des frontières, etc...

Bien sûr le prolétariat n'est pas indifférent au rôle profondément anti-prolétarien que jouent les clubs de la Mafia ou le quartieron de généraux boliviens égrenant sur l'empire de la cocaïne.

Il subit leur sauvage domination qui ne connaît aucune limite et dont l'assassinat est la seule réponse à ses tentatives de résistance et d'organisation. Contre lui, il trouvera toujours l'alliance flics-mafiosi, mais comme il trouvera aussi toujours l'alliance flics-réformistes lorsque ses actions porteront des coups trop brutaux à la stabilité sociale.

C'est pour cela que sa lutte contre le règne du "milieu" doit trouver politiquement et pratiquement sa voie propre et se détacher totalement de l'opportunisme en quête de bonne moralité pour l'exploitation capitaliste. Cela n'exclut pas évidemment que la levée du secret bancaire puisse être un des résultats de cette lutte indépendante. Si dans un fief du milieu, comme en Italie, le développement de luttes indépendantes (2) autour d'objectifs anti-mafia ou anti-camora, nous paraît être en première analyse du domaine du possible, de tels objectifs sont encore très loin de la portée de la classe ouvrière en Suisse. C'est dans une situation de résurgence rigoureuse

des luttes ouvrières en Suisse que pourront apparaître des axes d'intervention contre les mafiosi locaux qui se porteront toujours du côté des flics contre les prolétaires. Il ne s'agit dans ce cas pas de lutte de moralisation du capitalisme, mais de défense de l'organisation et du mouvement prolétaire.

Toujours est-il que pendant que Stich serrait les cordons de la bourse pour les prolétaires en avalisant un budget au programme militaire chargé notamment, qu'Aubert faisait la révérence aux grands bourreaux de ce monde, que l'USS avalisait licenciements et pertes de salaires, les socialistes menaient campagne politique pour un capitalisme "propre" et cachaient ainsi leur responsabilité dans la dégradation des conditions d'existence de la classe ouvrière! Voilà le but de la diversion!

Quant à nous, notre dénonciation des vices les plus criants du capitalisme et de leur protection par l'Etat (dont le secret bancaire) a comme objectif de démontrer qu'ils ne sont pas dissociables du capitalisme lui-même et que leur élimination a comme condition sa destruction et donc l'abolition du salariat. Notre dénonciation de ces crimes s'accompagnera aussi toujours de celle des traîtres qui au nom du "socialisme" ou du "communisme" agissent pour "blanchir" aux yeux des prolétaires le capitalisme et l'impérialisme. ●

(1) La venue de la gauche au gouvernement en France et l'exode de capitaux qui s'en suivit (quand il ne l'a pas précédé), a permis aux réformistes de donner libre cours à leur propagande contre le secret bancaire. L'argent réfugié en Suisse était, disaient-ils, "volé au gouvernement des travailleurs" et le secret bancaire couvrait "ce crime antidémocratique"! Allons donc! Qu'il est propre par contre l'argent des restructurations qui sert à fabriquer 3 millions de chômeurs et 600'000 sans abris, à offrir des joujoux à lunette aux représentants de l'ordre pour desordre - pardon "neutraliser" - Machoro, à payer les interventions en Afrique ou au M.O., ainsi qu'à financer une politique anti-immigré, bref, qui sert à consolider la domination de classe de la bourgeoisie!

(2) C'est-à-dire détachées politiquement et organisationnellement de l'opportunisme pesant du PCI, mais aussi de la Democrazia Operaia.

MISERE DU PACIFISME

La montée vertigineuse du militarisme bourgeois qui se manifeste dans la course aux armements, dans les interventions impérialistes toujours plus nombreuses dans les zones stratégiques, dans la nouvelle stratégie de guerre des étoiles, dans l'essor général du commerce des armes vers les pays en voie de développement, dans le renouveau idéologique des valeurs patriotiques, met à l'ordre du jour tant sur le plan de la lutte politique et théorique que sur celui des orientations d'action, le problème de l'antimilitarisme.

Mais l'antimilitarisme est un vocable sous lequel viennent se greffer une kyrielle de définitions dont bien peu correspondent à son contenu réel. Il en est ainsi de la nouvelle initiative (on n'en sort pas) du Groupe pour une Suisse sans armée (GPSA) qui vient d'être lancée et qui réclame ni plus ni moins que l'abolition absolue de l'armée. Cet objectif peut apparaître "noble et généreux", mais de la manière dont il est présenté et de par sa signification réelle et la stratégie qu'il trace, il va à l'encontre d'une réelle construction d'un mouvement antimilitariste classiste. Non seulement un tel objectif est suspendu dans le vide, mais encore il fourvoie les prolétaires sur les tâches et les moyens de lutte de l'antimilitarisme.

L'antimilitarisme est étroitement lié à la perspective de renversement de l'Etat bourgeois, cela dans une perspective de révolution internationale. La lutte contre la guerre peut prendre des formes différentes selon les situations objectives, sociales, politiques, économiques. Elle peut donc s'exercer au travers d'un noyau organisé, prémisses d'organisation plus large, comme au travers de la grève générale, mais quelque soit l'envergure de l'intervention antimilitariste, elle doit s'écarter des perspectives révolutionnaires.

La lutte contre la guerre n'est pas une lutte que la classe ouvrière doit mener pour maintenir la paix entre les impérialistes ra-

paces. Une telle paix est un songe creux. Elle doit mener au socialisme, mais pour y aboutir elle passera obligatoirement par le conflit civil armé entre classes du capital et prolétariat, et la prise du pouvoir insurrectionnelle, de celui-ci. Ceux qui veulent la paix en réclamant démocratiquement le désarmement unilatéral - ou non - de leur impérialisme ne sont que des sots, des doux illuminés. Ils se justifient, et surtout le PSO qui participe au GPSA, en expliquant que la fonction de l'initiative est de soulever le "débat". Mais alors, ce débat comment l'initiative l'oriente-t-elle, car si on lance un débat sur une cause que l'on défend, il faut orienter le débat sur un axe politique juste. Cela le GPSA, foncièrement pacifiste, ne peut évidemment le faire et place donc ce fameux débat sur son alternative à lui : "Faut-il ou non une armée?".

Posé de cette manière, il est impossible de rejoindre les exigences de l'antimilitarisme de classe, impossible de pouvoir faire comprendre à la classe ouvrière comment doit se conduire la lutte contre la guerre dans les conditions présentes et en perspective de la préparation de la 3ème guerre impérialiste. La seule alternative qui ait un sens pour la classe ouvrière, si l'on veut ouvrir un "débat", est celle qui est posée depuis toujours par les communistes et qui en 1914 a opérée la grande fracture politique

du mouvement ouvrier, rejetant la IIème Internationale dans les rangs des partisans de la guerre. "Guerre impérialiste ou guerre de classe", voilà l'alternative réelle.

Il n'y a aucune place dans cette alternative pour une solution démocratique vers le chemin de la paix, non pas pour satisfaire à des lubies idéologiques, mais parce qu'il n'y a réellement pas d'autre possibilité. Le capitalisme engendre la guerre et l'engendrera toujours tant qu'il dominera la société.

Il ne peut donc y avoir lutte contre la guerre sans que soit posé le problème de la guerre contre le capitalisme.

Mais c'est là poser le problème du défaitisme révolutionnaire, donc celui de l'attitude du prolétariat face à sa bourgeoisie et à l'agresseur. Le GPSA dit qu'il appelle à une défense populaire en cas d'agression, nous disons que la classe ouvrière doit tourner ses armes contre sa propre bourgeoisie impérialiste aussi responsable de la guerre que "l'agresseur" et qu'elle se bat contre l'agresseur non pas pour maintenir l'intégrité nationale, mais pour défendre ses propres objectifs de guerre civile. Et c'est dans ce cadre qu'elle appelle à la fraternisation des soldats entre camps belligérants.

Nous n'avons vraiment pas la même manière de poser les problèmes, mais c'est évidemment parce que les objectifs politiques sont radicalement différents!

Le pacifisme désarme le prolétariat idéologiquement et organisationnellement face à la guerre en lui faisant miroiter les perspectives les plus illusives.

Nous nous battons pour réaffirmer dans la propagande comme dans l'agitation et comme sur le terrain de l'organisation pour

orienter le mouvement contre la guerre sur des positions - fusesnt-elles partielles - qui respectent et vont dans le sens de l'anti-militarisme de classe et du défaitisme révolutionnaire que nous venons de définir.



Après l'achat des Léopards, que les prolétaires paieront de leur poche, Delamuraz est déjà parti en chasse aux Etats-Unis pour resserrer les liens avec ses futurs vendeurs d'armes. L'armée ne connaît pas la récession! Pour défendre son bastion national, de l'ennemi extérieur venu de l'est ou de l'ennemi intérieur, le prolétariat, l'Etat ne connaît aucune limite.

Face au militarisme, la classe ouvrière ne peut combattre sur la base d'une tactique aussi légère, inconsistante et en définitive irresponsable que préconise le GPSA.

Ed. Resp. VALENTINI
7, av. de la Forêt-Noire
F-67000 Strasbourg

CORRESPONDANCE
POUR LA SUISSE
Editions Programme

12, rue du Pont 1003 LAUSANNE

ALTERNATIVE ECOLOGIQUE OU ALTERNATIVE REVOLUTIONNAIRE

Le capitalisme est en train de détruire de façon accélérée, et non pas à vitesse constante, tout l'équilibre interne de la nature et fonce tête baissée vers des catastrophes écologiques toujours plus graves et irréversibles. La classe ouvrière, première victime de la pollution faut-il le rappeler, n'est pas indifférente à la survie de son environnement naturel car il conditionne la survie même de l'humanité qu'elle aura à diriger un jour. La lutte qu'elle doit mener sur ce terrain doit rompre avec les illusions rabachées par les différentes écoles de l'écologie qui toutes restent rattachées à une vision de collaboration entre classes pour résoudre ces problèmes.

Le capitalisme et la démocratie ont l'art consommé de placer la classe ouvrière devant des fausses alternatives, dont le choix ne résoud rien tant que domine la production marchande. Ainsi, il faudrait choisir aujourd'hui entre l'énergie dure, nucléaire et l'énergie douce, le solaire. Même si les écologistes ont mis un bémol à leur campagne contre le nucléaire depuis que les forêts sont reconnues malades, victimes notamment des centrales thermiques polluantes l'atmosphère, le débat écologique en ce qui concerne les choix d'énergie ne s'écartera pas de cette alternative.

Le capitalisme baigne dans les contradictions les plus profondes et toutes les solutions qu'il tente d'apporter à son développement, y compris sur la question énergétique, ne font que faire surgir d'autres contradictions plus criantes encore. Le nucléaire est bien représentatif de cela, développé avant que sa technologie soit parfaitement maîtrisée (on ne compte plus les "défauts de jeunesse"), poursuivi malgré tout sans que l'on sache quoi faire des déchets et bouleversé maintenant par de nouvelles technologies (à Malville), il répondait aux besoins boulimiques du capital dans sa course effrénée pour augmenter sans cesse la productivité du travail et sa concentration toujours plus grande. Malgré quelques moratoires, le nucléaire a pris son envol définitif surtout si l'on ne le considère pas de son seul petit coin de terre helvétique, allemand ou français, mais si l'on considère son expansion à l'échelle internationale comme moyen de production d'énergie et comme premier pas vers le nucléaire militaire.

Mais pour le faire rentrer dans les

mœurs, la bourgeoisie aura tout essayé, le chantage à l'emploi(1), les fausses assurances sur la sécurité, les flics et la justice pour réprimer les manifestations anti-nucléaires, etc. Aujourd'hui la mort des forêts semble tout arranger!

Mais si le mouvement anti-nucléaire rentre la tête dans les épaules et se fait discret, ce n'est pas seulement à cause de l'apparition d'un autre ennemi aux ravages immédiats, les pluies acides, mais aussi parce que tout le courant d'idéologie alternative dont il était grandement porteur s'est tari à force d'accumuler les échecs et les déceptions. La petite production individuelle, artisanale, pratiquée en dehors des circuits commerciaux traditionnels, le développement d'un mode de vie plus communautaire, mais en définitive refermé sur lui-même, ont fini par étouffer dans des limites étroites ce courant qui avait pris ses racines dans le terreau de 1968. La crise capitaliste mondiale a aussi profondément agit sur lui en le submergeant de problèmes qu'il n'était pas à même d'assumer et en y introduisant de nouveaux champs d'intervention dont principalement la lutte contre la guerre, appréhendée de façon pacifiste.

Les ravages écologiques provoqués par la soif incontrôlable de profits du capital ne se sont d'ailleurs pas étendus qu'aux seuls effets des pluies acides, qui attaquent de manière directement visible les forêts (mais aussi de façon tout aussi pernicieuse les hommes), mais ont pris la tournure de drames infernaux à Seveso, Mexico ou Bhopal, (voir à ce propos nos articles parus

dans "Le Prolétaire" no 379 et 381). Mais ce ne sont là que les parties visibles de l'iceberg de la destruction humaine que provoque la course au profit et à l'accumulation capitaliste. La classe ouvrière subit quotidiennement les violences de la pollution industrielle et de la non sécurité du travail et offre à l'autel de l'exploitation ses milliers de victimes dans l'indifférence presque totale. Première victime de la pollution industrielle qui commence au poste de travail, et de l'absence de sécurité réelle, c'est à elle que revient objectivement le rôle de fer de lance de la lutte contre la pollution.

Ce tableau rapide et général du problème de pollution que crée l'accumulation capitaliste ramène à sa juste dimension écologique le rapport entre nucléaire et solaire. Le solaire est en principe non polluant, mais aux mains du capitalisme toute source de production, y compris celle d'énergie, en étant marchandisée donc porteuse de profit et de concurrence effrénée, suit les lois contradictoires de la production marchande.

Pas plus que pour tout autre marchandise on ne peut espérer que le solaire devienne dans le mode de production capitaliste un élément de développement harmonieux de la société. Le fait qu'il ait été mis au second plan par rapport au nucléaire parce que celui-ci avait natamment des priorités militaires de développement ne change pas cet état de fait.

Dans le cadre de la domination générale du capitalisme, il n'y a pas d'alternative partielle permettant d'orienter la production de manière harmonieuse en fonction des besoins de la nature. Cela est valable pour l'énergie comme pour toute autre catégorie de marchandise. Pas plus que toute autre production, celle de l'énergie ne peut être gérée en dehors des lois de production capitaliste.

La lutte contre les répercussions é-

cologiques désastreuses du capitalisme, de même que la lutte contre le nucléaire qui rejoint celle de l'antimilitarisme, ne peuvent être conçues comme luttés contre les causes tant que le pouvoir est tenu par la bourgeoisie. Elles ne peuvent s'attaquer qu'aux effets ou que constituer des entraves, au militarisme par exemple, en ce qui concerne le nucléaire.

La lutte contre les causes, c'est la lutte pour la destruction du mode de production capitaliste, donc pour la dictature de classe du prolétariat, pour l'instauration du communisme, mode de non mercantile de production.

(1) La Fédération romande de l'énergie dans un tract à propos des dernières initiatives sur l'énergie déclarait par exemple que : "...un manque de 5% seulement " d'électricité entraînerait la perte " immédiate de plusieurs dizaines de milliers d'emplois".

le prolétaire
organe du parti communiste international

VIENT DE PARAITRE

"LE PROLETAIRE" N° 382

MAI 1985

AU SOMMAIRE

- Iran-Irak.
- 40 ans après la victoire alliée.
- SOS-Racisme.
- Stratégie d'affrontement anti-ouvrière
- Proportionnelles.
- Puits Simon.
- Non aux extraditions.
- Trotskysme.
- Les leçons de la guerre mondiale.
- "Lutte ouvrière".
- Amérique Latine: le sens de la démocratisation.
- De Copenhague à Karthoum.
- Grève des mineurs anglais: terrain d'essai de la lutte anti-ouvrière.
- Force, violence et dictature dans la lutte de classe.